

DÉCODER LES INJUSTICES DE LA DETTE



Un guide de collecte, d'analyse et de présentation des données qui jette un éclairage nouveau sur les conséquences de la crise mondiale de la dette sur les droits des personnes.

CENTER for
ECONOMIC and
SOCIAL RIGHTS

 **Debt
Justice**

Table des Matières

À propos du Guide	01
Première étape - Identifier	02
Les concepts clés du système mondial de la dette	02
Les tendances clés qui codent l'injustice dans le système	06
Normes relatives aux droits humains régissant les emprunts et les prêts	12
Utiliser « OPERA » pour définir le problème de la dette comme étant un problème de droits humains	14
Utiliser les indicateurs et les repères pour « mesurer » le problème	16
Deuxième étape - éclairer	19
Recherche de données pertinentes relative à la dette	20
Analyse des données pertinentes	25
Troisième étape - Inspirer	28
Actions clés à la transformation du système de dette mondial	28
Engager les cibles principales du plaidoyer	31

Remerciements

Ce guide a été rédigé par Allison Corkery, avec la contribution de Mikhal Kidane et Ohene Ampofo-Anti, du Centre pour les Droits Économiques et Sociaux, et de Tim Jones, de Debt Justice. Il est également inspiré et basé sur le modèle du Guide pour comprendre et accéder aux informations sur la dette, publié par Debt Justice. Nous tenons à remercier Kamal Ramburuth, de l'Institut pour la Justice Économique, Nada Trigui et Zoé Vernin, de l'Observatoire Tunisien de l'Économie, pour leurs commentaires précieux sur la version préliminaire du guide.

Ce projet a bénéficié du soutien de la subvention allouée par Les Fondations Open Society.

À PROPOS DU GUIDE

Ce guide est destiné à toute personne qui souhaite comprendre comment la crise mondiale de la dette porte atteinte aux droits des personnes et quelles sont les actions à adopter pour y remédier. Ce travail reflète notre conviction de l'indispensabilité du rassemblement d'un éventail d'expertises plus large, à la fois techniques et vécues pour vraiment changer le statu quo.

Ce guide présente également l'initiative «Decoding Injustice» qui a pour rôle d'organiser l'application de méthodes de recherche innovantes dans trois étapes: identifier; éclairer; inspirer. Ces méthodes peuvent être adaptées pour qu'un large éventail de groupes puissent les utiliser. Ensemble, elles contribuent à rassembler des preuves qui soutiennent les exigences de la société, de telle sorte que les personnes au pouvoir accomplissent leurs engagements et redressent l'injustice causée par l'oppression systémique.

Ce guide dévoile comment appliquer ces méthodes pour «décoder» l'injustice liée à la dette, et constitue une ressource pour tous les chercheurs qui visent à intégrer la perspective des droits humains dans leurs propres études portant sur le sujet de la dette. Vous effectuez peut-être une recherche sur un prêt spécifique ou un accord de restructuration. Vous étudiez peut-être les conséquences actuelles de la dette d'un pays sur certains droits de groupes différents. Il est possible même que vous soyez intéressés par la cartographie des tendances de la dette régionale.

La dette est traditionnellement considérée comme une question de finances publiques. La viabilité de la dette en particulier est considérée comme un facteur qui détermine la stabilité économique d'un pays. Des indicateurs financiers complexes sont employés pour prévoir la capacité actuelle et future d'un pays à verser les paiements nécessaires (communément appelés service de la dette). Cependant, un élément important est généralement négligé dans l'équation, et qui n'est autre que l'effet de ces actions sur la population du pays.

Sin embargo, hay mucha evidencia de que el sobreendeudamiento -y las tendencias que lo alimentan- tiene efectos de. Pourtant, nombreuses sont les preuves qui révèlent que le surendettement – et les tendances qui l'alimentent – ont des effets dévastateurs sur les droits des personnes. Partout dans le monde, les pays à revenu faible ou intermédiaire sont confrontés à un cercle vicieux de dépendance excessive à la dette souveraine, les poussant ainsi à accepter des prêts dont les conditions sont défavorables et privilégient les intérêts des prêteurs puissants. Le résultat ? Les budgets des gouvernements sont réduits, les services publics sont privatisés et les programmes de protection sociale sont affaiblis. Les groupes déjà marginalisés quant à eux, supportent la plus grande part du fardeau. Par exemple, nous comptons sur les soins et le travail domestique non rémunérés pour combler le déficit, sans tenir compte que cela aggrave l'insécurité économique et la mobilité sociale des femmes et des filles. **Reconnaître le fait que la dette souveraine est une question de droits humains nous aide à mettre en lumière – et à traiter correctement – les coûts sociaux véritables de ces décisions apparemment techniques.**

L'ORGANISATION
DU GUIDE SE
BASE SUR LES
TROIS ÉTAPES
DÉTERMINÉES
PAR DECODING
INJUSTICE:



La première section examine comment identifier le problème. Nous allons présenter certains éléments clés du système mondial de la dette et nous ferons le point sur les tendances qui ont façonné leur interaction. Nous étalerons également comment les tendances peuvent être encadrées – et mesurées – à travers une perspective axées sur les droits humains et définirons les outils nécessaires pour effectuer ce travail. Cette étape comprendra l'intégration d'indicateurs et de références liés à la dette dans le cadre «OPERA».



La deuxième section présente les données qui contribuent à éclairer le problème. Un aperçu des différentes sources de données sur la dette et une terminologie spécifique à ce sujet seront fournis pour vous aider à trouver les éléments que vous recherchez. Nous proposerons également quelques conseils aux activistes souhaitant analyser eux-mêmes les données ou collaborer avec des économistes, des statisticiens et d'autres experts pour effectuer cette analyse.



La troisième section examine comment utiliser les preuves pour inspirer l'action. Diverses réformes capables de remédier au lourd fardeau de la dette, ainsi que les différents canaux permettant de les mettre en œuvre seront démontrés dans cette section.

La familiarité avec les méthodes abordées dans chaque section variera probablement selon les lecteurs. Ainsi, certaines seront sans aucun doute plus pertinentes que d'autres selon les besoins de chacun. Nous vous encourageons à consulter et à naviguer le guide librement, et à le considérer comme une référence disponible lorsque vous tenterez d'appliquer des méthodes différentes dans votre travail. Étant donné que le guide est spécifiquement axé sur le sujet de la dette, il existe d'autres dimensions de «Decoding Injustice» auxquelles nous accordons moins de temps. Le cas échéant, il est également possible d'avoir recours à d'autres ressources que nous suggérons et qui vous permettent de vous approfondir dans ces sujets.

Pour en savoir plus | Vous pouvez trouver des ressources supplémentaires sur Decoding Injustice sur notre Hub en ligne: <https://cesr.org/hub/> qui inclut: une série de vidéos courtes présentant les méthodes que l'approche comprends; 12 notes autoguidées qui partagent certains des concepts de base, des considérations pratiques et des questions stratégiques à prendre en compte lors de leur application; et plusieurs études de cas illustrant comment ces méthodes ont été appliquées dans des contextes différents



PREMIÈRE ÉTAPE IDENTIFIER



Photo: Kirill Pershin

Les injustices dans l'économie mondiale se manifestent de différentes manières. Mais la plus flagrante concerne peut-être la dette. **Le surendettement, et le système qui l'alimente, ont des effets dévastateurs sur les droits des personnes.** Nous avons d'ores et déjà constaté ceci partout dans le monde, alors que crise après crise mettait à nu les dynamiques de pouvoir qui garantissaient le remboursement des prêts à tout prix, tout en privilégiant les profits des créanciers plutôt que les droits des citoyens.

Cependant, si nous voulons vraiment changer ce système, nous devons comprendre les forces qui le façonnent – malgré le fait qu'elles soient complexes, multidimensionnelles et dynamiques. Ces forces sont si profondément ancrées dans le fonctionnement du dudit système qu'elles sont souvent difficiles à percevoir et à comprendre. En d'autres termes, nous pouvons dire qu'elles sont «codées» dans le système, souvent d'une manière intentionnelle afin d'exclure les personnes du processus de prise de décision.

Si nous voulons décoder les injustices du système mondial de la dette, nous devons avant tout identifier ses différents éléments et établir les liens qui les rassemblent. Ceci nous permettra de comprendre comment ils créent conjointement la dynamique particulière qui perpétue cette injustice. **Nous présenterons dans cette section quelques éléments clés du système mondial de la dette et ferons le point sur les tendances qui ont déterminé la façon dont ils interagissent.** Nous aborderons également comment analyser ces tendances sous un angle axé sur les droits humains et ferons le point de certains outils nécessaires pour cette opération.

Les concepts clés du système mondial de la dette

Un système est un ensemble d'éléments interconnectés et organisés de telle sorte qu'il soit capable d'atteindre une fonction ou un objectif particulier. Cependant, être organisé n'implique pas toujours la clarté et la cohérence. Le système mondial de la dette en est un bon exemple ! Il a été décrit comme un «non-système» fragmenté et asymétrique dont les principaux bénéficiaires sont les personnes riches et puissantes.¹ Les relations entre les éléments qui le composent sont complexes, ce qui rend leurs comportements difficiles à prévoir. Dans un premier temps, il serait utile de connaître ces éléments – notamment les débiteurs et les créanciers – ainsi que les règles et arrangements institutionnels qui régissent leurs relations.

Au lieu d'être clair et cohérent,

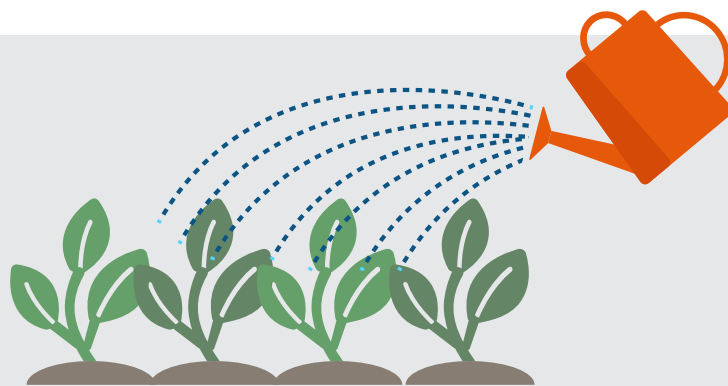


le système mondial de la dette est fragmenté, asymétrique et bénéficie principalement aux personnes riches et puissantes

1 Miranda, Patricia (2023). Reforming the global debt architecture. (Réformer l'architecture de la dette mondiale) Global Policy Forum Europe. <https://bit.ly/ReformingGlobalDebtArchitecture>



Comme l'eau qui cultive le jardin, l'argent emprunté par un gouvernement a le potentiel de fournir toutes les ressources qui assurent la prospérité s'il est distribué efficacement.



LES CAUSES D'ENDETTEMENT DES GOUVERNEMENTS ET LA DÉFINITION DE LA DETTE EXTÉRIEURE?

La dette gouvernementale (également nommée dette souveraine ou dette publique) correspond à l'argent emprunté par un gouvernement pour financer ses activités. Si elle est bien déployée, la dette peut être un outil utile qui nous permet de disposer de toutes les ressources qui assurent la prospérité. Lorsque les États empruntent de l'argent, leurs ressources financières augmentent, leur permettant alors d'investir dans des biens sociaux tels que les soins de santé, la sécurité sociale et le logement. Leurs investissements peuvent avoir des « effets multiplicateurs » sur l'ensemble de l'économie. Pourtant, comme nous le verrons plus tard, la viabilité de cette dette dépend des conditions générales de l'emprunt effectué par le gouvernement et de la manière dont l'argent emprunté est utilisé.

Généralement, les gouvernements sont poussés à s'endetter dans deux scénarios:

- Pour combler un déficit de financement à court terme — et éviter une crise financière — en empruntant une somme pour couvrir les besoins de financement extérieur.
- Pour investir dans le développement à long terme du pays.

La dette extérieure correspond au montant d'argent qu'un gouvernement doit à quelqu'un (une personne, une entreprise, une institution ou un gouvernement) qui se trouve hors du pays. Cette dette est soit due directement, soit garantie par une institution publique (y compris les gouvernements nationaux, les gouvernements infranationaux, les autorités locales ou les organismes publics). En d'autres termes, cette institution s'engage à payer une dette si le débiteur — souvent une entreprise publique — n'est pas en position de le faire. **La dette nationale (également nommée dette intérieure) est due à quelqu'un qui se trouve dans le pays.**

À QUI LES GOUVERNEMENTS PEUVENT-ILS EMPRUNTER DE L'ARGENT ET COMMENT?

Les États disposent de plusieurs options et peuvent faire appel à différents types de créanciers pour accéder aux prêts:

- **Les créanciers multilatéraux:** désignent des institutions détenues par plusieurs gouvernements. Il s'agit notamment de grandes institutions financières internationales, telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale; les banques régionales de développement, comme la Banque Africaine de Développement; et les bailleurs de fonds établis

par certains groupes de pays, tels que le Fonds OPEP pour le Développement International (créé par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) ou la Nouvelle Banque de Développement (créée par les pays «BRICS»: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

- **Créanciers bilatéraux:** désignent d'autres gouvernements. Il s'agit notamment des Banques Publiques de Développement (BPD) et des Institutions de Financement du Développement (IFD). Par définition, un créancier bilatéral est un pays individuel. Cependant, certains des créanciers les plus riches et les plus importants du monde ont créé des moyens informels pour renforcer leur pouvoir de négociation. Par exemple, le Club de Paris comprend 22 pays majoritairement issus du Nord, qui négocient collectivement des accords d'allègement de la dette avec les débiteurs. Cela dit, un certain nombre de créanciers bilatéraux importants ne font pas partie du Club de Paris, comme la Chine, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.
- **Créanciers privés:** désignent les entreprises qui accordent des prêts (ou achètent des dettes créées par des prêts). Ceci inclut les banques commerciales et les institutions financières non bancaires, telles que les «investisseurs institutionnels» et les «gestionnaires d'actifs». Ces institutions investissent de l'argent de la part de tiers (par exemple, fonds spéculatifs, fonds de pension, compagnies d'assurance, fonds de dotation universitaires). Pourtant, elles ne sont pas soumises aux mêmes réglementations que les banques commerciales. Pour cela, elles sont parfois connues sous le nom de «banques fantômes».² BlackRock, Vanguard et State Street sont parmi les plus grandes institutions de ce genre.

Les gouvernements peuvent emprunter de l'argent en contractant un prêt (qui est remboursé progressivement, avec intérêts, sur une période convenue) ou en émettant une «obligation» (qui est remboursée intégralement après un nombre d'années défini — appelé «échéance» de l'obligation — avec des intérêts à payer chaque année jusqu'à ce délai). Les obligations sont généralement plus échangeables, donc le créancier initial revend généralement l'obligation à d'autres (à moins qu'un gouvernement n'ait imposé des réglementations déterminant les parties qui peuvent acheter cette dette). Ces obligations sont achetées et vendues chaque jour par millions sur les marchés financiers. Le propriétaire actuel d'une obligation est nommé «obligataire».

² Kodres, Laura. *Shadow Banks: Out of the Eyes of Regulators (Loin de la surveillance des régulateurs)*, Finance & Development (Finance et Développement). <https://www.imf.org/en/Publications/fandd/issues/Series/Back-to-Basics/Shadow-Banks>

COMMENT LES EMPRUNTS ET LES PRÊTS SONT-ILS RÉGIS

La négociation de nouveaux prêts – ainsi que la renégociation des prêts existants – déterminent les termes et conditions auxquels ils seront accordés. Comprendre ces éléments est indispensable, car ils affectent la marge de gestion des paiements de la dette.

Souscription de l'emprunt

Le transfert de ressources entre créanciers et débiteurs établit une relation de pouvoir régie par un contrat (également appelé accord) entre les deux parties. Le contrat précise les modalités de la dette. Ceci comprend:



La durée: c'est-à-dire le moment où la totalité du montant emprunté doit être remboursée. Ceci pourrait être un délai à court terme (moins d'un an) ou à long terme (plus d'un an).



L'échéancier de remboursement: Les prêts peuvent être remboursés (également dits amortissables) de différentes manières. Étant donné que le remboursement du principal emprunté réduit le total des paiements d'intérêts, le type d'amortissement affecte le montant dépensé pour le rembourser. Pour ce qui est des obligations, le remboursement de principal n'est effectué que lors de l'échéance de l'obligation, ce qui fait que le principal est intégralement remboursé à ce moment. Une autre forme d'amortissement est le remboursement «à capital égal», où le même montant de principal est remboursé chaque année. Alternativement, l'amortissement de type «hypothécaire» consiste à payer le même montant total (couvrant à la fois le capital et les intérêts) chaque année, ce qui signifie que le montant de principal payé au début est plus petit que celui payé vers la fin. Certains prêts incluent un «délai de grâce» qui retarde le remboursement d'une certaine durée déterminée.



La devise: la dette peut être due en devise étrangère ou locale. La dette extérieure n'est pas nécessairement en devise étrangère et la dette intérieure n'est pas toujours en devise locale. Comme nous l'expliquerons en plus de détails ci-dessous, la fluctuation des taux de change affecte la dette des pays.



Le taux d'intérêt: expresarse como porcentaje del importe prestado. Los tipos de interés pll est généralement exprimé en pourcentage du montant emprunté. Les taux d'intérêt peuvent être concessionnels ou non concessionnels. Bien qu'il n'existe pas de définition universelle pour chacun de ces deux termes, le terme concessionnel signifie généralement des taux inférieurs au marché. Pour les prêts effectués selon les taux du marché, le taux d'intérêt convenu dépend généralement de la «solvabilité» perçue du pays concerné (c'est-à-dire de sa probabilité de rembourser la dette). Il existe plusieurs agences de notation de crédit dans le monde (par exemple S&P, Moody's, Fitch et DBRS) qui évaluent la solvabilité des pays.



Tous frais et charges supplémentaires à payer: par exemple, le FMI ajoute une [surtaxe](#) pour les pays lourdement endettés, calculée en fonction du montant et du délai de remboursement de leurs prêts; l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (qui accorde des prêts aux pays à faible revenu et à certains pays à revenu intermédiaire inférieur) impose des frais de service.



Conditions politiques: lorsque les gouvernements contractent des prêts auprès de créanciers multilatéraux, les accords de prêt nécessitent généralement des réformes politiques. Comme nous l'exposerons en plus de détail ci-dessous, ces mesures sont généralement conçues pour libérer un maximum d'argent pour mettre en œuvre la poursuite du service de la dette. Le respect de ces conditions est garanti par le fait que les prêts soient versés en tranches (c'est-à-dire payés en plusieurs versements).

Défauts de paiement

Les États ne sont pas protégés par les lois nationales ou internationales sur la faillite ou l'insolvabilité, ce qui fait que **si la dette extérieure d'un pays devient insoutenable – et que ce pays n'est plus en état de la rembourser – les options qui lui sont disponibles sont extrêmement limitées**. Certaines incluent alors :

- **Le rééchelonnement**: un accord négocié visant à retarder les paiements, mais à rembourser intégralement le principal à une date ultérieure, par ex. en allongeant l'échéancier de remboursement, en prolongeant les échéances, en offrant un délai de grâce, etc. Le rééchelonnement implique généralement le paiement d'intérêts supplémentaires sur les retards de paiement.
- **Restructuration**: un accord négocié pour annuler (généralement seulement une partie) de la dette impayée, par ex. en réduisant le taux d'intérêt, en décalant les paiements plus loin dans le futur sans imposer d'intérêts supplémentaires, en renonçant aux frais ou en réduisant le principal restant dû.
- **Moratoire**: le débiteur suspend unilatéralement ses paiements (totalement ou partiellement) pour surmonter une période de détresse financière, en vue de les reprendre à une date ultérieure ou de négocier un remboursement inférieur à la suite d'une restructuration.
- **Répudiation**: le débiteur refuse unilatéralement de reconnaître ou de payer sa dette. Tel est généralement le cas si la dette est considérée comme « odieuse » ou « illégitime ». Le terme « Dette odieuse » désigne une dette inadmissible à être payée par le gouvernement pour une raison justifiable.

Dans l'ensemble, le caractère pratique de ces options dépend de la capacité du pays à négocier avec ses créanciers. Cela dépend à son tour des relations de pouvoir entre ces deux parties. Comme nous le verrons dans la section suivante d'une façon plus détaillée, **la position des créanciers est généralement plus avantageuse que celle des débiteurs**.

De plus, différentes parties prenantes sont impliquées dans le processus de négociation d'une restructuration de dette et ceci selon le type de défaut de paiement. Pour la dette bilatérale, le Club de Paris agit au nom de ses membres durant les négociations. Les dettes commerciales sont généralement négociées avec un ou plusieurs comités composés des créanciers provenant du pays concerné. Les créanciers sont libres d'intenter à tout moment une action en justice pour recouvrer leur créance.

Aucun mécanisme global n'a été développé pour gérer tous les types de dettes, ce qui enfonce les pays confrontés à des problèmes d'endettement dans des situations désavantageuses. Selon le FMI, entre 1950 et 2010, environ 61% des pays en défaut de paiement des services de leur dette étaient des défaillants à plusieurs reprises.³ Au lieu de produire une résolution de la dette à long terme, la restructuration de la dette a engendré un surendettement prolongé et des défauts de

paiement répétés. Certaines tentatives visant à renforcer les processus de restructuration de la dette comprennent :

- **L'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI), développée par le G20 en 2020.**⁴ La DSSI a duré jusqu'en décembre 2021 et 73 des pays les plus pauvres du monde étaient éligibles à la suspension de leur dette dans le cadre de cette initiative. Cependant, elle n'engageait que les créanciers bilatéraux et n'imposait pas aux créanciers privés d'y participer également. Craignant de générer un impact négatif sur les notations de crédit, de nombreux pays éligibles ont préféré de ne pas prendre part à cette initiative.
- **Le Cadre commun pour le traitement de la dette, établi par le G20 à la suite de la DSSI.**⁵ Ce cadre partageait aussi un bon nombre de défauts communs avec l'initiative précédente. Par exemple, le G20 n'avait pas précisé le montant de l'allègement de la dette qu'un pays obtiendrait avant de s'inscrire, estompant ainsi l'avantage de ce cadre, tandis que les négociations avec les créanciers bilatéraux étaient à leur tour extrêmement lentes pour les pays qui s'y étaient déjà impliqués.
- **La Table ronde mondiale sur la dette souveraine (The Global Sovereign Debt Roundtable GSDR)**, créée en février 2023 "pour combler les lacunes actuelles des processus de restructuration de la dette, au sein et en dehors du Cadre Commun".⁶ Le GSDR comprend les créanciers bilatéraux, les créanciers privés et les pays emprunteurs. Cependant, les activistes pour la justice de la dette ont critiqué le déséquilibre des pouvoirs entre créanciers et débiteurs et la nécessité d'assurer un partage d'informations plus adéquat pour niveler le terrain de jeu dans les négociations.

Comme nous l'expliquerons d'une manière plus détaillée dans la troisième section, l'une des principales revendications des activistes pour la justice de la dette est de développer un mécanisme indépendant de restructuration de la dette, qui couvre toutes les catégories de dettes et auquel tous les créanciers seront soumis.

RISQUES LIÉS AUX EMPRUNTS EXTÉRIEURS

Une dette extérieure élevée peut entraîner beaucoup de risques. **Le risque de change s'impose lorsque la dette est due en devise étrangère.** Cela signifie que si la monnaie locale se dévalue (lorsque sa valeur par rapport aux autres monnaies diminue), le montant relatif de la dette augmente rapidement. Par exemple, entre janvier 2015 et janvier 2016, la valeur du cedi ghanéen a chuté de 20% par rapport au dollar. Cela signifiait qu'en janvier 2015, une dette d'un milliard de dollars valait 3,2 milliards de GHC, mais qu'un an plus tard, la même dette d'un milliard de dollars avait augmenté pour atteindre 4 milliards de GHC.

4 Banque mondiale (2022). "Initiative de suspension du service de la dette: questions et réponses". <https://bit.ly/DebtServiceSuspensionInitiative>

5 OCDE (2022). Initiative de l'OCDE pour la transparence de la dette : tendances, défis et progrès. https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/oecd-debt-transparency-initiative_66b1469d-en

6 FMI (2023). "Questions et réponses. Table ronde mondiale sur la dette souveraine". <https://www.imf.org/en/About/FAQ/gsd-roundtable>

3 Das, Udaibir S., Papaioannou, Michael G. and Trebesch, Christoph (2012). *Restructurations de la dette souveraine 1950-2010: étude documentaire, données et faits simplifiés*. FMI. <http://bit.ly/SovereignDebtRestructurings19502010>

Un risque de balance des paiements s'impose lorsque la dette extérieure conduit au retrait des ressources du pays et leur transfert dans d'autres parties du monde, entraînant le pays ainsi à devenir incapable de payer ses dettes. Ce risque apparaît même si le paiement n'est pas dû en devises étrangères.

	Risque Externe	Risque Intérieur
Les emprunts en devises étrangères	Risque de balance des paiements ET risque de change	Risque de change
Les emprunts en devise locale	Risque de balance des paiements	Aucun des deux risques (mais d'autres risques qui comprennent le transfert d'intérêts des ressources des personnes les plus pauvres aux plus riches et une inflation élevée).

Les tendances clés qui codent l'injustice dans le système

Plusieurs pays à revenu faible ou intermédiaire sont confrontés à un cercle vicieux de dépendance excessive à la dette extérieure. Comme il a déjà été indiqué ci-dessus, les modalités d'un prêt – y compris la devise dans laquelle il est libellé – affectent la maniabilité des remboursements de la dette. **Les inégalités du système financier mondial poussent vers l'adoption de modalités et conditions qui diffèrent entre les pays. Les pays à revenu faible ou intermédiaire surtout ont moins de pouvoir sur les marchés financiers internationaux, qui sont façonnés en faveur des intérêts des créanciers privés.** Leur "solvabilité" est perçue comme étant plus risquée. Ils finissent donc par emprunter des sommes à des taux d'intérêt élevés et en devises étrangères (souvent en dollars).⁷ Lorsqu'ils peinent à rembourser leurs dettes, le prêt doit être renégocié, ce qui nécessite souvent de contracter de nouveaux emprunts auprès de créanciers multilatéraux qui imposent des conditions strictes pour atteindre certains objectifs économiques et mettre en œuvre des politiques particulières. Nous mettons ici en évidence certaines des tendances clés qui alimentent cette dynamique.

L'HÉRITAGE PERSISTANT DU COLONIALISME

L'une des raisons historiques les plus importantes de la dette est liée au colonialisme. Entre le **XVe** et le **XXe** siècle, les puissances coloniales européennes gouvernaient de grandes régions du monde à travers les conquêtes brutales, la dépossession des terres, l'esclavage et la perpétration d'autres crimes contre l'humanité. La dette continue de faire partie intégrante de cet héritage colonial.

Dans plusieurs cas, les États nouvellement indépendants étaient criblés de dettes résultant du colonialisme. Par exemple, lorsqu'Haïti est devenue une république après la victoire de la révolte des esclaves en 1804, le gouvernement a été contraint d'indemniser les propriétaires d'esclaves pour la perte de leurs "propriétés". En 1947, Haïti remboursait toujours cette dette. Aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 21 milliards de dollars.⁸

De manière plus générale, **les puissances coloniales avaient déformé les économies des pays colonisés** – les transformant en économies basées sur l'exportation de matières premières tels que les combustibles fossiles, les métaux et les cultures commerciales, pour alimenter la croissance industrielle que connaissait l'Europe. Ce système avait affaibli leurs économies. Ainsi, lorsque les pays nouvellement indépendants ont intégré l'économie mondiale, ils étaient déjà en position désavantageuse. Le développement était alors presque impossible à réaliser et ces pays n'avaient d'autres choix que de s'endetter pour répondre aux besoins de leurs populations. **Voici donc l'une des raisons pour lesquelles de nombreuses économies des pays du Sud compte encore aujourd'hui sur l'exportation de matières premières.**

Pour en savoir plus | Dans *Colonialisme et dette: Comment la dette est utilisée pour exploiter et contrôler*, Debt Justice retrace les liens entre le colonialisme et la dette, un outil utilisé par les pays riches et les entreprises pour maintenir leur pouvoir dans notre système mondial. <https://bit.ly/ColonialismandDebt>



La distorsion des économies des pays colonisés par les puissances coloniales contribue à renforcer ce privilège accordé actuellement aux exportations de produits de base dans de nombreux pays du Sud. Photo: Kyle Glenn.

⁷ Cependant, pour les pays à revenu intermédiaire, en particulier les pays à revenu intermédiaire supérieur, la part des emprunts libellés en dollars a diminué au cours des trente dernières années et les emprunts libellés en monnaie locale ont augmenté.

⁸ Debt Justice (2022). *Colonialisme et dette: Comment la dette est utilisée pour exploiter et contrôler*. <https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2022/08/Colonialism-and-Debt-briefing.pdf>



Le Crédit Suisse est l'une des banques impliquées dans le soi-disant "scandale des obligations de thon", car le prêt était censé être utilisé pour développer des projets dans le secteur de la pêche au thon. Photo: [Ank Kumar](#).

EXEMPLE

En 2013 et 2014, le Crédit Suisse, VTB Capital et BNP Paribas ont accordé des prêts d'environ 2 milliards de dollars à trois entreprises publiques mozambicaines. Aucun n'a été approuvé par le Parlement mozambicain. Le ministre des Finances à l'époque garantissait les prêts en secret. Une grande partie des 2 milliards de dollars américains a été soit volée, soit versée sous forme de pots-de-vin, soit avait disparu. Lorsque les prêts cachés ont réapparu en 2016, le FMI a suspendu son soutien, déclenchant une série de défauts de paiement. Le gouvernement mozambicain a depuis poursuivi le Crédit Suisse et VTB pour leur rôle dans le scandale de la dette, qui a coûté au Mozambique environ 11 milliards de dollars en perte de financement.¹³ En 2022, les États-Unis et le Royaume-Uni ont infligé une amende de 484 millions de dollars au Crédit Suisse pour son rôle dans le scandale. Pourtant, cet argent était entièrement transféré aux gouvernements américain et britannique, et aucune partie n'est arrivée au Mozambique. Le Crédit Suisse a également accepté d'annuler 200 millions de dollars de dette, alors que le Mozambique tente toujours de prouver qu'il ne possède aucune somme. VTB, la seconde grande banque impliquée dans les transactions, n'a subi aucune conséquence.

PRÊTS IRRESPONSABLES ET POLITISÉS

Il existe d'innombrables exemples, à la fois historiques et actuels, de prêts accordés à des pays pour des projets inutiles, dispendieux et corrompus. Souvent, ces prêts sont conçus de manière à nuire à la population du pays emprunteur, tout en profitant aux élites locales et aux créanciers étrangers publics et privés. Quelques exemples illustratifs sont présentés ci-dessous et dévoilent que cet avantage est parfois politique; mais aussi financier dans d'autres occasions.

Pendant la guerre froide, les puissances occidentales et l'Union soviétique ont obtenu le soutien des gouvernements du Sud en leur accordant des prêts (tant bilatéralement que par l'intermédiaire d'institutions multilatérales). Par exemple, les puissances occidentales ont prêté à des pays comme le Soudan, le Libéria et le Zaïre (aujourd'hui nommé la République Démocratique du Congo), sachant pertinemment qu'elles prêtaient ces sommes à des autocrates corrompus qui utiliseraient cet argent à leur profit personnel, notamment pour opprimer les citoyens sous leur contrôle.⁹ Selon les propres termes du FMI, les prêts au Soudan se sont poursuivis par "respect pour le rôle stratégique du Soudan dans la région".¹⁰

L'augmentation du prix du pétrole en 1973 a assuré aux pays pétroliers le gain de revenus confortables, qui circulaient via des banques privées, principalement américaines, qui proposaient des "prêts en pétrodollars" à des taux d'intérêt extrêmement bas aux pays du Sud. Par exemple, durant les années 1970, le gouvernement américain et les banques occidentales ont prêté au régime Marcos aux Philippines plus d'un milliard de dollars pour construire la centrale nucléaire de Bataan, malgré les protestations populaires qui s'étaient répandues contre la poursuite du projet.¹¹ Voici quelques chiffres qui illustrent la rapidité avec laquelle les prêts privés ont augmenté au cours de cette période: au début des années 1960, la dette extérieure envers les créanciers

privés était proche de zéro; elle a atteint 36 milliards USD en 1970, et 380 milliards USD en 1980.¹²



La construction de la centrale nucléaire de Bataan aux Philippines, construite grâce à des prêts en "pétrodollars" alloués au régime de Marcos, a été achevée mais n'a jamais été mise en service.

Photo: [Wikipedia](#).

À partir de la fin des années 1970, les montants de la dette ont commencé à devenir incontrôlable à mesure que les prix du pétrole chutaient fortement, que la demande de matières premières diminuait et que les taux d'intérêt augmentaient. Les pays emprunteurs ont dû verser plus de somme alors que leurs revenus diminuaient. Ils ont fini par s'endetter de plus en plus avec des conditions de moins en moins favorables. C'est ainsi que la crise de la dette des années 1980 a éclaté. **Les faiblesses de la surveillance réglementaire, le manque de transparence et la recherche du profit continuent jusqu'à ce jour de faciliter l'adoption des pratiques de prêt douteuses.**

9 Idem.

10 Boughton, James M. (2001). *Révolution silencieuse : le Fonds monétaire international 1979-1989*. FMI. <https://www.imf.org/external/pubs/Ft/history/2001/index.htm>

11 Debt Justice, au-dessus du n.6.

12 Tousaint, Eric et Millet, Damien (2010). *La dette, le FMI et la Banque mondiale : soixante questions et soixante réponses*.

13 Jones, Tim (2022). *Le scandale de la dette du Mozambique: la tempête avant la tempête*. Debt Justice. <https://debtjustice.org.uk/blog/the-mozambique-debt-scandal-the-storm-before-the-storm>

AUSTÉRITÉ ET AUTRES CONDITIONNALITÉS NÉOLIBÉRALES DES PRÊTS

Comme il est expliqué ci-dessus, les conditionnalités sont les différentes exigences que les pays doivent satisfaire pour recevoir les prêts provenant des institutions financières internationales, telles que le FMI et la Banque mondiale. Ces conditionnalités nécessitent généralement des changements juridiques et politiques; elles sont souvent des conditions néolibérales, donc elles comprennent:

- **Politiques de libéralisation des échanges** visant à rendre un pays plus attrayant pour les investisseurs étrangers en supprimant les restrictions sur les échanges de marchandises.
- **Libéralisation monétaire**, qui repose sur l'adoption d'un régime de change plus flexible, ce qui permet aux forces du marché de déterminer la valeur de sa monnaie.
- **Supprimer les contrôles de capitaux**, ou faciliter le transfert de fonds à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Ces conditionnalités aggravent généralement les risques de change et les risques de balance des paiements, et ont engendré des répercussions dévastatrices pour les économies des pays du Sud.

L'austérité est l'une des conditionnalités les plus problématiques. **Elle se rapporte aux mesures visant à réduire le déficit budgétaire d'un gouvernement, le plus souvent en réduisant ses dépenses**, ce qui pourrait libérer des ressources pour assurer le service de sa dette. Les mesures d'austérité nécessitent souvent aussi l'imposition de taxes régressives, telles que des augmentations de la TVA tout en réduisant les impôts des sociétés et des particuliers fortunés, dans le but déclaré d'attirer les investissements directs étrangers.¹⁴

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI appliqués dans les années 1980 et 1990 sont un exemple de mesures d'austérité imposées en tant que condition de prêt. Les PAS ont institué des réductions de ressources pour les services publics et, en même temps, des mesures favorables au marché qui ont permis aux sociétés multinationales d'échapper au paiement de leur juste part d'impôts et d'être soumises aux réglementations appropriées.¹⁵

Bien que l'approche du FMI en matière d'austérité ait évolué, du moins rhétoriquement, elle continue de faire partie des conditionnalités des prêts. Par exemple, selon l'analyse d'Oxfam, 85% des 107 prêts COVID-19 accordés par le FMI en mars 2021 recommandaient ou obligeaient les pays à entreprendre des mesures d'austérité pendant la reprise.¹⁶

“Du point de vue des droits humains, les mesures d'austérité posent problème car elles aggravent les inégalités.”

Par exemple, elles ciblent généralement des services publics importants destinés aux groupes marginalisés, tels que les soins de santé, l'éducation et la sécurité sociale. Les femmes et les filles sont souvent celles qui souffrent le plus des réductions des dépenses sociales. Leurs soins et leur travail domestique non rémunérés servent à combler le fossé, ce qui aggrave leur insécurité économique et leur mobilité sociale.¹⁷

14 CESR (2018). *Évaluation de l'austérité: suivi des impacts de l'assainissement budgétaire sur les droits humains*. https://www.cesr.org/sites/default/files/Austerity-Report-Online2018.FINAL_.pdf

15 Isaacs, Gilad and Phalatsse, Sonia (2021). *Supprimer la dette: la libération de l'Afrique de la suprématie de la dette*. Progressive International. <https://bit.ly/DeletetheDebt>

16 OXFAM (2023). *Planchers de dépenses sociales du FMI – Un cache-misère pour l'austérité?* <https://bit.ly/IMFSocialSpendingFloors>

17 CESR ci-dessus, n. 14.



Les réductions des dépenses sociales affectent les femmes et les filles de manière disproportionnée. Elles en sont les premières victimes, puisque ce système dépend de leurs soins et de leur travail domestique non rémunérés pour combler le fossé.
Photo: [Praveen kumar Mathivanan](#).

LE POUVOIR GRANDISSANT DU FINANCEMENT PRIVÉ

Les créanciers privés détiennent une part importante de la dette des pays du Sud. Parmi les paiements de la dette extérieure versés par les gouvernements à revenu faible et moyen-inférieur:¹⁸

- 46% sont destinés à des prêteurs privés (sans compter les prêteurs privés chinois)
- 30% sont destinés à des institutions multilatérales
- 12% sont destinés à des prêteurs publics et privés chinois
- 12% sont destinés à d'autres gouvernements

Cela pose deux défis. Premièrement, les emprunts auprès de sources privées coûtent plus cher que les financements concessionnels provenant de sources multilatérales et bilatérales. Deuxièmement, la complexité croissante de la base de créanciers rend la réussite d'une restructuration de dette plus difficile au moment où elle est nécessaire. Les retards et les incertitudes entraînent une augmentation des coûts de la résolution des crises de la dette.

À titre d'exemple, plusieurs pays du Sud étaient réticents à participer au DSSI parce que les prêteurs privés prétendaient que s'ils le faisaient, ils seraient incapables de recontracter des prêts dans l'avenir. Des préoccupations similaires ont été exprimées quant à la participation au Cadre commun du G20 pour la restructuration de la dette. Cependant, ces préoccupations sont en réalité infondées. Les prêteurs sont plus susceptibles de prêter à un pays qui a réduit sa dette grâce à un processus d'allègement, plutôt qu'à un pays confronté à un lourd endettement. Cela dit, le G20 n'avait offert aux débiteurs aucun outil ou pouvoir nouveaux qui leur permettraient de contraindre les créanciers privés à participer à l'allègement de la dette. Si certains créanciers seulement sont engagés dans le processus, l'argent économisé en suspendant les paiements de certains créanciers finira par être utilisé pour en payer d'autres.¹⁹

18 Calculé à partir de la base de données des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale. Les chiffres concernent les paiements de la dette extérieure sur la période 2023-2029, la période la plus lointaine couverte par les chiffres de la Banque mondiale.

19 Debt Justice (2021). *Comment l'initiative de suspension de la dette du G20 profite aux prêteurs privés*. <https://bit.ly/DebtSuspensionBenefitsPrivateLenders>

“En moyenne les pays africains par exemple empruntent à des taux quatre fois supérieurs à ceux des États-Unis et même huit fois supérieurs à ceux de l'Allemagne.”

Les fonds vautours constituent un autre danger important associé aux créanciers privés. Comme l'explique Eurodad, **les fonds vautours sont des fonds spéculatifs spécialisés qui utilisent des méthodes prédatrices en cas de crise de la dette, par rapport aux mesures adoptées par d'autres groupes de créanciers.** Leur modèle économique consiste à acheter des dettes récalcitrantes, ou obligations de pacotille, des pays en crise sur les marchés secondaires, lorsque leur valeur de marché est bien inférieure à la valeur nominale.²⁰ Les fonds vautours ont tendance à retarder ou à faire dérailler le processus de restructuration de la dette. De plus, en imposant des frais de justice élevés vu que les litiges se déroulent dans des juridictions très coûteuses pour les pays du Sud, ils enfoncent les pays dans un cycle d'endettement.

LES MARCHÉS FINANCIERS INÉQUITABLES

Les marchés financiers facilitent la circulation de l'argent à l'échelle mondiale. Ils constituent les espaces où les institutions de différents pays achètent et vendent différents produits financiers, y compris des obligations d'État. Pourtant leurs activités se basent sur la dynamique du marché, la perception du risque et la confiance des investisseurs, qui peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre.

Premièrement, **les pays du Sud doivent généralement payer des taux d'intérêt plus élevés que ceux versés par les pays du Nord** lorsqu'ils empruntent auprès de créanciers privés via les marchés financiers. Cette réalité peut s'expliquer essentiellement par le fait que les prêteurs perçoivent qu'il serait plus risqué de prêter à ces pays. Des données récentes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) montrent qu'en moyenne les pays africains par exemple empruntent à des taux quatre fois supérieurs à ceux des États-Unis et même huit fois supérieurs à ceux de l'Allemagne.²¹

Deuxièmement, **l'accès des pays aux liquidités en temps de crise est très inéquitable.** Les gouvernements confrontés à des crises de change doivent pouvoir accéder à des fonds en devises étrangères. Les options pour y parvenir (qui constituent ensemble le filet de sécurité financière mondial) comprennent:

- **Accords de swap bilatéraux** (par lesquels les banques centrales de deux pays conviennent d'acquérir la monnaie de l'autre).
- **Arrangements financiers régionaux** (par lesquels des groupes de pays s'engagent mutuellement à fournir un soutien financier).

20 Ellmers, Bodo and Gambini, Antonio (2018). *La justice pour les dettes prévaut devant la Cour constitutionnelle belge : la loi sur les fonds vautours résiste à la contestation de NML Capital*. Eurodad. <https://www.eurodad.org/vulture-funds-blog>

21 ONU (2023). *Un monde de dettes – un fardeau croissant pour la prospérité mondiale*. <https://unctad.org/publication/world-of-debt>

- **Emprunt auprès du FMI, avec des droits de tirage spéciaux (DTS) fournissant un soutien supplémentaire.** Il s'agit des actifs de réserve valorisés selon un panier de devises principales, que les pays peuvent utiliser pour des transactions internationales spécifiques (y compris le règlement de dettes internationales, le paiement d'importations, la réception de paiements d'exportations ou l'échange de DTS contre d'autres devises avec d'autres membres du FMI).

Toutefois, les deux premières options ne sont proposées que par quelques grandes banques centrales à des juridictions sélectionnées. Souvent, elles sont attribuées de manière sélective (par exemple pour aider des partenaires bilatéraux ou des membres d'un groupe régional), ce qui exclut la grande majorité des pays du Sud.

Troisièmement, **les niveaux élevés de dette publique extérieure, notamment en devises étrangères, augmentent la vulnérabilité des pays face à la volatilité des marchés financiers.** Lorsque les conditions financières mondiales changent ou que les investisseurs internationaux deviennent plus réticents à prendre des risques, ils recourent souvent aux actifs "sûrs" du Nord (en dollars américains) et réduisent leurs prêts offerts aux pays du Sud, ce qui engendre une hausse vertigineuse des coûts d'emprunt. De même, lorsque la monnaie d'un pays se dévalue, la valeur des remboursements de la dette en devises étrangères peut également monter en flèche.

LES RÉPERCUSSIONS DE LA DETTE INSOUTENABLE SUR L'URGENCE CLIMATIQUE

Un cercle vicieux s'établit entre la crise de la dette et la crise climatique, chacune exacerbant l'autre. De nombreux pays confrontés à des problèmes d'endettement sont également ceux qui souffrent le plus du dérèglement climatique.

Ces pays sont confrontés aux phénomènes météorologiques extrêmes en croissance, à la désertification, à l'élévation du niveau de la mer, à la baisse de la productivité agricole et à beaucoup d'autres risques. Ils auront certainement besoin de sommes d'argent importantes rien que pour atténuer l'impact du dérèglement climatique sur leurs économies, sans compter leur nécessité d'investir dans les objectifs de décarbonation. Cependant, leur endettement pourrait les empêcher d'accéder aux ressources cruciales à cet investissement.

Aujourd'hui, la plupart des financements climatiques sont accordés aux pays sous forme de prêts et non de subventions, une mesure qui augmente leur niveau d'endettement. La majorité des prêts accordés sont non concessionnels et ne font qu'aggraver les situations financières les plus vulnérables des pays bénéficiaires. L'éligibilité au financement limité disponible à des conditions plus favorables ne reflète pas en effet le niveau de vulnérabilité d'un pays au changement climatique. Par exemple, de nombreux petits États insulaires en développement (PEID) sont exclus vu qu'ils ne sont pas considérés comme des pays à revenu faible.



Une étude récente effectuée par ActionAid dévoile que 93 % des pays vulnérables au changement climatique (pour lesquels des données sont disponibles) souffrent ou sont susceptibles de se trouver dans une situation de surendettement.²² Photo: [Max LaRochelle](#).

EXEMPLE

En été 2022, des inondations dévastatrices ont noyé un tiers du Pakistan sous les eaux, touchant un chiffre stupéfiant de 33 millions de personnes.²³ Des coûts humains et économiques graves ont été enregistrés à la suite de la catastrophe. À l'époque, le ministre pakistanais du Plan, Ahsan Iqbal, avait estimé que le pays aurait besoin d'au moins 10 milliards de dollars pour réparer les dégâts.²⁴ Toutefois, la dette constituait un obstacle majeur au redressement du Pakistan. La menace de défaut de paiement a contraint le pays à continuer de rembourser de lourdes dettes à ses créanciers étrangers, détournant ainsi des ressources essentielles destinées à faire face aux impacts des inondations. En 2023, le Pakistan a consacré 46 % de ses recettes publiques au service de la dette extérieure.²⁵ N'étant responsable que de moins de 1 % des émissions mondiales de carbone, le Pakistan se voit contraint de payer les coûts d'une crise climatique qu'il n'a pas provoquée.²⁶

22 ActionAid (2023). *The Vicious Cycle: Connections Between the Debt Crisis and the Climate Crisis*. <https://actionaid.org/publications/2023/vicious-cycle>

23 Chow, Heidi (2022). *Pakistan's floods: Vicious cycle of debt and climate crises*. *Debt Justice*. <https://debtjustice.org.uk/blog/pakistans-floods-vicious-cycle-of-debt-and-climate-crises>

24 Ibid.

25 Debt Justice (2023). *Lower income country debt payments to hit highest level in 25 years*. <https://bit.ly/DebtPaymentsToHitHighestLevelIn25Years>

26 Debt Justice, above n.23.

Pour en savoir plus | ActionAid a récemment rédigé un rapport intitulé *The Vicious Cycle: Connections Between the Debt Crisis and the Climate Crisis* (Le Cercle Vicieux: Le lien entre la crise de la dette et la crise climatique), qui analyse plusieurs sources de données sur le climat et la dette et révèle que cette dernière est un accélérateur majeur de la crise climatique. <https://actionaid.org/publications/2023/vicious-cycle>

LES DÉSÉQUILIBRES DE POUVOIR DANS LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Comme l'a affirmé le Secrétaire général des Nations Unies, "une gouvernance économique mondiale plus inclusive, représentative et, en fin de compte, plus efficace" constitue une étape clé pour transformer le système mondial de la dette.²⁷ **Les dispositifs de gouvernance actuels ont été créés il y a près de 80 ans** et les pays du Sud ne sont toujours pas représentés d'une manière adéquate. La domination des intérêts américains et européens dans les deux institutions peut être constatée dans un certain nombre de domaines, notamment:

- **Le pouvoir de vote:** les parts de vote sont fortement biaisées en faveur des États-Unis, du G7 et de l'Union européenne, qui contrôlent ensemble plus de la moitié des voix. Les États-Unis représentent à eux seuls 16,5 % du total des voix au FMI et ont une part de vote allant de 10 % à 20 % dans les quatre principales organisations comprises dans la Banque mondiale.
- **La représentation:** 24 et 25 membres du conseil d'administration représentent les 190 pays membres du FMI et de la Banque mondiale respectivement.
- **Le leadership:** le soi-disant "Gentlemen's Agreement" prévoit que le chef de la Banque mondiale soit toujours américain et celui du FMI, européen. Ce qui fait que les gouvernements américain et européen à eux deux disposent de suffisamment de voix pour garantir que cela se produise toujours.

La fiscalité internationale fait partie des domaines de la gouvernance économique mondiale qui mettent en évidence ces déséquilibres de pouvoir mondiaux. La capacité d'un pays à générer des revenus grâce à la fiscalité affecte directement la viabilité de sa dette. Mais une perte de sommes énormes est enregistrée à cause des abus fiscaux à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent, les efforts visant à renforcer la coopération fiscale internationale ont été menés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), décrite par certains comme le "club des riches". Plusieurs experts ont tiré la sonnette d'alarme sur le processus et le contenu de la "solution à deux piliers" de l'OCDE.²⁸ Ils ont fait valoir que l'accord porterait considérablement atteinte aux droits de perception des recettes et d'imposition des pays à revenu faible et intermédiaire.

EN PRATIQUE

Prenez le temps de cartographier les informations que vous connaissez déjà sur la façon dont ces tendances se manifestent dans votre propre contexte. Voici un cadre utile qui facilitera votre travail:

Le problème est....(quoi).....

Il impacte....(qui, où, quand).

Ce... devrait changer (ce qui doit être changé)

puisque ... (pourquoi).

Pour s'approfondir dans le domaine de ce problème, il serait utile de créer une carte du problème, soit une représentation visuelle d'un problème qui nous aide à le "voir" différemment et à établir une compréhension commune de sa nature et de ses effets. Grâce à cette compréhension, nous réussirons à mieux définir des solutions. Il existe de nombreux modèles de cartographie adressés aux problèmes différents et toutes les méthodes sont valables pour effectuer cet exercice. Mais, en général, plus vous êtes précis, plus la carte vous permettra de découvrir les causes cachées du problème. Obtenir des perspectives différentes sur le problème est également une étape essentielle. Prenez le temps d'obtenir l'avis de votre communauté sur le problème. Si possible, invitez d'autres personnes à dessiner la carte avec vous. Vous pouvez également partager le projet de carte avec quelques personnes et demander leur avis.

27 Secrétaire général de l'ONU (2023). *Notre programme commun Note d'orientation 6 : Réformes de l'architecture financière internationale*. <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/our-common-agenda-policy-brief-international-finance-architecture-en.pdf>

28 Alliance mondiale pour la justice fiscale (2021). *L'accord fiscal mené par l'OCDE ne fera qu'aggraver les inégalités au sein des pays et entre eux*. <https://bit.ly/OECDTaxDealDeepenInequalities>

Normes relatives aux droits humains régissant les emprunts et les prêts

La dette est traditionnellement considérée comme une question de finances publiques. La viabilité de la dette en particulier est principalement analysée par des organismes tel que le FMI et les agences de notation, qui examinent la capacité ou non d'un gouvernement de continuer à payer. Il s'agit dans ce cas d'étudier la viabilité de la dette uniquement du point de vue des créanciers, plutôt que de déterminer les impacts du paiement d'une dette sur les habitants de ce pays. Des indicateurs financiers complexes sont utilisés pour projeter la capacité actuelle et future d'un pays à assurer le service de sa dette. Cependant, un élément important est exclu de cette équation, et qui est l'impact de ces actions sur la population du pays.

Reconnaître que la dette souveraine est une question de droits humains nous aide à visualiser — et à aborder adéquatement — les coûts sociaux véritables de ces décisions financières qui semblent être apparemment techniques. As En tant qu'obligations juridiques – découlant des traités internationaux, des constitutions nationales et d'autres législations – les droits humains exigent le respect de règles "contraignantes" et une reddition de compte lorsque ces règles sont enfreintes. Ceci nous offre un outil, ou une sorte de perceur de code si l'on peut le dire — pour remettre en cause la légitimité d'un prêt (c'est-à-dire s'il a été contracté dans l'intérêt public) et la viabilité de la dette créée (c'est-à-dire si les paiements portent atteinte à la capacité d'un gouvernement à investir dans la réalisation des droits des personnes) à la fois.

L'OBLIGATION DE CONSACRER LE MAXIMUM DE RESSOURCES DISPONIBLES AU RESPECT DES DROITS

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels confère à chacun le droit aux conditions matérielles essentielles à la dignité, à la liberté et au bien-être. Imposer ces droits comme étant une réalité exige au gouvernement de jouer un rôle actif dans la redistribution des ressources pour soutenir les ménages, notamment par le biais de biens publics et de services essentiels qui profitent à tous, ainsi qu'à travers les régimes complets de protection sociale. Le Pacte stipule essentiellement que les États doivent investir "le maximum de leurs ressources disponibles" à cette fin.

Il a été largement convenu que cette obligation soit appliquée selon trois dimensions:

- **Génération de ressources:** c'est-à-dire la façon par laquelle les gouvernements collectent des fonds.
- **Allocation des ressources:** c'est-à-dire les domaines auxquels les gouvernements consacrent de l'argent dans leurs budgets.
- **Dépenses des ressources:** c'est-à-dire comment l'argent alloué est réellement dépensé et qui en profite.

Il est important de noter que les ressources ne sont pas uniquement celles dont dispose actuellement le gouvernement. Cela signifie que **les gouvernements doivent solliciter une aide internationale lorsqu'ils ne disposent pas de ressources suffisantes au niveau national. Cette aide peut comporter des emprunts gouvernementaux.** Comme nous le verrons ci-dessous, les autres gouvernements ont le devoir de fournir une assistance.

Les Principes directeurs des Nations Unies sur la dette extérieure et les droits de l'homme décrivent comment ces obligations s'appliquent lorsque les gouvernements contractent une dette extérieure. En effet, ils indiquent que **les débiteurs et les créanciers partagent la responsabilité d'une dette onéreuse (dans laquelle les coûts liés au respect des obligations dépassent les avantages escomptés).** Les Principes nécessitent un cadre garantissant la transparence et la responsabilité dans les négociations de prêts. Ainsi, les évaluations de l'impact sur les droits de l'homme dans les analyses de viabilité de la dette constituent un élément clé de ce processus.

Conformément à ces obligations, **les gouvernements emprunteurs doivent veiller à ce que le remboursement de la dette ne détourne pas les ressources qui devraient être allouées aux services sociaux considérés comme essentiels à la réalisation des droits.** Tout en tenant compte de leur coresponsabilité de la dette, les prêteurs (dont le pouvoir de négociation est plus puissant) devraient contribuer à faciliter cette mesure. Un allègement de la dette pourrait s'avérer bien nécessaire pour satisfaire ces obligations.



Dedicating maximum available resources means, among other things, that states must guarantee that debt payments do not redirect resources away from crucial social services like healthcare. Photo: [Christian Bowen](#)

Lors de l'allocation des ressources, les budgets gouvernementaux doivent donner la priorité aux infrastructures et aux biens et services nécessaires pour garantir les droits, y compris ceux fournis dans le cadre de l'économie des soins. **Les ressources doivent être allouées de manière équitable et efficace, ce qui implique le fait de donner la priorité aux groupes défavorisés.**

Les fonds alloués doivent être dépensés de manière efficace tout en faisant en sorte qu'ils ne soient pas gaspillés. L'argent doit parvenir aux prestataires de première ligne auxquels il a été alloué (comme les écoles, les cliniques de santé, les agences pour l'emploi, etc.). Cela impose aux gouvernements de lutter contre la corruption et renforcer les systèmes de gestion financière.

Cette obligation a une dimension transversale qui concerne les processus d'élaboration des politiques à travers lesquelles les décisions en matière de ressources sont prises. Ces processus doivent être transparents (les informations pertinentes sont partagées), participatifs (les individus peuvent jouer un rôle significatif dans l'élaboration des politiques) et responsables (les décideurs politiques justifient leurs décisions et il est possible de demander réparation lorsque ces derniers ne respectent pas leurs obligations).

Learn More | Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux évaluations de l'impact des réformes économiques sur les droits humains aident les gouvernements et d'autres acteurs à comprendre comment utiliser ces évaluations pour s'assurer que les politiques économiques sont conformes aux obligations des gouvernements en matière de droits humains: https://bit.ly/UN_guiding

L'OBLIGATION D'ÉVITER LA "RÉGRESSION" DES DROITS

Le Pacte a été interprété comme un accord qui interdit les "mesures rétrogrades". Ainsi, les États doivent éviter d'adopter des mesures qui diminuent la jouissance des personnes de leurs droits, sauf dans des circonstances très limitées. Ces dernières ont été codifiées et interprétées de différentes manières par différents organismes nationaux, régionaux et internationaux. Mais certaines commencent à émerger de manière plus régulière, notamment le fait qu'une mesure devrait être:²⁹

- **Temporaire** dans sa durée;
- **légitime**, dans le but ultime de protéger les droits humains;
- **nécessaire**, après que toutes les alternatives eurent été examinées et épuisées;
- **raisonnable**, du fait qu'elles soient capables d'atteindre l'objectif légitime;
- **proportionnée**, de telle sorte que leurs avantages pour les droits humains dépassent leurs coûts;
- **ni directement ni indirectement discriminatoires**, garantissant que les groupes défavorisés ne soient pas touchés de manière disproportionnée; et
- **transparente**, basée sur une participation véritable des groupes concernés et soumise à des procédures d'examen et de responsabilisation significatives.

Les mesures d'austérité qui nécessitent la réduction des dépenses sociales ne se conforment pas généralement à cette obligation. En effet, réduire les dépenses du secteur de la santé ou de l'éducation au profit des prêts diminue l'accès et la qualité des services publics nécessaires à l'exercice des droits. Souvent, ces mesures touchent de manière disproportionnée les groupes défavorisés tels que les femmes, les peuples autochtones, les groupes racialement marginalisés et les migrants, ce qui accroît les inégalités. Aujourd'hui, de nombreux pays consacrent plus d'argent au service de la dette qu'au financement des droits fondamentaux tels que l'accès à la santé, l'éducation et la sécurité sociale. Dans certains cas, les conditions qui accompagnent les prêts imposent que le gouvernement effectue cette priorisation

OBLIGATIONS EXTRATERRITORIALES

Les engagements des gouvernements en matière de droits humains ne se limitent pas à leurs frontières. Les instruments de défense des droits humains énoncent trois types d'obligations "extraterritoriales":

- **Respecter les droits:** c'est-à-dire ne pas interférer avec les droits des personnes ou avec la capacité d'un autre gouvernement à satisfaire ses obligations;
- **Protéger les droits:** c'est-à-dire empêcher les entreprises et autres acteurs non étatiques d'interférer avec les droits des personnes à l'étranger, en réglementant leur comportement ou en l'influençant par l'intermédiaire d'autres méthodes; et
- **S'acquitter des droits:** c'est-à-dire coopérer au niveau international, y compris par le biais d'une assistance économique et technique, afin d'aider tous les gouvernements à satisfaire leurs obligations en matière de droits de l'homme.

Ces obligations s'imposent dans des situations différentes. La première se produit lorsque les gouvernements *influencent d'une manière décisive* la capacité des autres gouvernements à réaliser les droits humains. Le FMI appartient clairement à cette catégorie vu son pouvoir unique d'exiger la formulation de politiques économiques spécifiques en tant que condition de prêts nécessaire pour éviter les crises économiques. Ainsi, lorsqu'ils siègent au Conseil d'administration du FMI, les gouvernements doivent adopter des positions qui poussent l'organisation à agir en conformité avec ces obligations en matière de droits humains.

OBLIGATIONS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

La question de déterminer si le droit international des droits humains s'applique directement au FMI et à la Banque mondiale a fait l'objet de débats parmi les universitaires et les experts. Voici quelques arguments selon lesquels ces droits s'appliquent aux deux institutions:

- Elles doivent respecter les dispositions des droits humains de la Charte des Nations Unies car ce sont des agences spécialisées selon les termes de la Charte (même si cela est contesté).
- Des éléments du droit des droits humains, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), font désormais partie du droit international coutumier. Donc il est "généralement accepté" que ces droits soient appliqués universellement dans les niveaux concernant le droit international.
- Leurs articles d'accord (c'est-à-dire leurs constitutions) peuvent être considérés comme des textes qui exigent qu'elles prennent en compte les préoccupations liées aux droits humains dans l'exécution de leur travail, comme l'a soutenu par exemple le rapporteur spécial des Nations Unies sur la pauvreté extrême.³⁰

La portée des obligations liées aux droits humains qui s'appliquent au FMI et à la Banque mondiale semble plus limitée que celle des gouvernements (étant donné leur mandat et leurs pouvoirs plus limités). Néanmoins, **ces institutions doivent respecter les droits humains à travers l'adoption de mesures qui garantissent qu'elles "ne feront pas de mal" durant leur travail ce qui n'est que le strict nécessaire.** Cela peut sous-entendre le fait de ne pas interférer avec la capacité des gouvernements à investir dans les droits, étant donné les

²⁹ Corkery, Allison & Saiz, Ignacio (2020) "Réalisation progressive et ressources disponibles maximales", dans *Manuel de recherche sur les droits économiques, sociaux et culturels en tant que droits humains*, Dugard, Porter, Ikawa & Chenwi (eds.) (Edgar Elgar)

³⁰ ONU (2018). *Rapport du Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits humains : le Fonds monétaire international (FMI) et son impact sur la protection sociale.* <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/127/23/PDF/G1812723.pdf?OpenElement>

graves dommages que de telles mesures peuvent causer. Les exemples d'une telle ingérence incluent les conditions de prêt qui limitent l'espace budgétaire, les conseils politiques régressifs qui ne parviennent pas à évaluer les impacts sociaux, ainsi que le lourd fardeau de la dette qui pèse sur les budgets publics.

La Banque mondiale et le FMI ont généralement réfuté le fait d'avoir des obligations liées aux droits de humains. Les dirigeants ont considéré que leurs constitutions les empêchaient de prendre en compte les facteurs "politiques" dans leurs opérations. Le but de ces dispositions était de garantir que les agences agissent de manière impartiale envers les différents gouvernements. Mais, au fil du temps, ce principe s'est transformé en un prétexte pour ignorer les impacts de leurs activités sur les droits humains.

EN PRATIQUE

Revenez à votre carte des problèmes. La "lentille" axée sur les droits humains offre-t-elle une nouvelle perspective à ce sujet? Par exemple, met-elle en évidence qui est touché et qui en est responsable d'une manière différente? Ajoutez à votre carte les réponses à ce sujet si nécessaire.

Utiliser "OPERA" pour définir le problème de la dette comme étant un problème de droits humains

Pour définir plus clairement un problème lié à la dette comme étant un problème de droits humains, il serait utile d'étudier les obligations du gouvernement liées aux droits humains selon les quatre dimensions d'OPERA:

Résultats: qui est affecté par le problème et comment?

Efforts politiques: dans quelle mesure les actions du gouvernement ont-elles affecté le problème?

Ressources: Comment l'utilisation des ressources a-t-elle affecté le problème?

Évaluation: Le gouvernement est-il considéré responsable à la lumière du contexte plus large?

Cette étude nous permettra de diviser ces obligations multidimensionnelles en parties plus gérables. Lorsqu'elles sont combinées, ces quatre dimensions peuvent nous aider à mieux révéler les liens entre la conduite d'un gouvernement – c'est-à-dire ce qu'il fait ou ne fait pas – et le résultat de cette conduite – c'est-à-dire son impact sur la vie des personnes.

Chaque dimension fournit une liste de contrôle des questions auxquelles il faut répondre. Il est important de noter que chaque question reflète une obligation pertinente liée aux droits humains. En appliquant OPERA au problème de la dette, les questions que nous voudrions poser incluent le suivant:

RÉSULTATS

QUESTIONS À POSER

À quels défis les communautés sont-elles confrontées? Par exemple, quels besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits?

Quelle est l'ampleur de ces défis?

Comment les choses ont-elles changé avec le temps? Leur état s'est-il amélioré ou a-t-il empiré? Le changement a-t-il été rapide ou lent, constant ou sporadique?

L'OBLIGATION PERTINENTE LIÉE AUX DROITS HUMAINS

Atteindre le "socle" de chaque droit.

Mettre fin à la "discrimination de facto" et réaliser une "égalité réelle".

"Réaliser progressivement" les droits et éviter une "régression délibérée".

EFFORTS POLITIQUES

QUESTIONS À POSER

Quels accords spécifiques de prêt ou de restructuration le gouvernement a-t-il conclus? Pour quelle somme?
Quel est leur but?
Quels termes et conditions incluent-ils?
Quelles réformes le gouvernement a-t-il mises en œuvre dans le cadre de ces accords?

Quel impact ces réformes ont-elles ou auront-elles sur les infrastructures, les biens et les services dont dépendent les communautés pour assurer leur bien-être?

Par quel processus l'accord a-t-il été conclu? Qui était impliqué?
Comment? Quelles informations sont disponibles à ce sujet?

L'OBLIGATION PERTINENTE LIÉE AUX DROITS HUMAINS

Prendre des mesures "concrètes" et "ciblées" pour garantir les droits des personnes, en utilisant tous les "leviers politiques" adéquats.

Veiller à ce que les mesures prises améliorent les infrastructures, les biens et les services sur lesquels les personnes comptent: en répondant à des critères tels que "disponibilité", "accessibilité" et "qualité".

Veiller à ce que l'élaboration des politiques soit transparente, participative et responsable.

RESSOURCES

QUESTIONS À POSER

À quel domaine l'argent emprunté est-il affecté?
Quelle part des revenus de l'État est consacrée au service de la dette? Comment évaluer cette valeur par rapport aux allocations aux secteurs sociaux? Comment cela a-t-il évolué avec le temps?

Quel est le profil global de la dette du pays? Comment a-t-il évolué avec le temps?
De quelles sources alternatives de revenus dispose-t-il?

Quel est le processus d'élaboration de la politique économique? Qui est impliqué? Comment? Quelles informations sont disponibles à ce sujet?

L'OBLIGATION PERTINENTE LIÉE AUX DROITS HUMAINS

Investir "le maximum de ressources disponibles" dans les droits, ce qui inclue le fait de dépenser les recettes publiques de manière "équitable" et "efficace".

Investir "le maximum de ressources disponibles" pour réaliser les droits, ce qui implique d'augmenter les recettes publiques de manière "équitable" et "efficace".

Veiller à ce que l'élaboration des politiques soit transparente, participative et responsable

ÉVALUATION

QUESTIONS À POSER

Quels facteurs contextuels limitent l'espace budgétaire du gouvernement? Les exemples peuvent inclure la politique monétaire, la réglementation des marchés des capitaux, la position du pays dans l'économie mondiale.

Qui sont les créanciers du pays? Quelle influence ont-ils sur l'élaboration des politiques économiques?
Quels autres acteurs influencent l'espace budgétaire du gouvernement?

L'OBLIGATION PERTINENTE LIÉE AUX DROITS HUMAINS

Appliquer des mesures "concrètes" et "ciblées" pour garantir les droits des personnes, en utilisant tous les "leviers politiques" adéquats.

Les "obligations extraterritoriales" telles que les autres gouvernements doivent éviter de porter atteinte aux droits des personnes à l'étranger, notamment en les protégeant des préjudices causés par les entreprises.

Utiliser les indicateurs et les repères pour “mesurer” le problème

Les indicateurs améliorent efficacement la spécificité des questions et les rendent plus évaluables.

Souvent, ils permettent de répondre à une question en utilisant des données quantitatives. Comme indiqué ci-dessus, chaque dimension d'OPERA comprend une liste de questions qui nous aident à déterminer la cause d'un problème particulier. Les indicateurs sont simplement un outil qui permet de répondre aux questions posées. Pour juger si cette réponse est quantitativement élevée ou faible, qualitativement bonne ou mauvaise, ou si une amélioration ou une détérioration sont enregistrées, nous devons comparer les résultats à un point de référence. Ceci peut être fourni par un repère.

Certains indicateurs couramment utilisés pour évaluer la dette d'un pays, que nous pourrions examiner selon la partie “R” d'OPERA pour nous donner une meilleure idée du profil global de la dette du pays, comprennent le suivant:

Indicateur	Définition	Les points à considérer
Ratio Dette-PIB	Mesure l'encours total de la dette d'un pays en proportion de son PIB.	Couramment utilisé, mais ne tient pas compte de plusieurs points: à qui la dette est due; les intérêts dus; quand les paiements sont dus; le montant des recettes publiques avec lesquelles la dette sera payée.
Service de la dette extérieure en proportion du revenu	Mesure tous les paiements de la dette publique (principal et intérêts) qui quittent le pays chaque année, en proportion des recettes pu-bliques.	Joue le rôle d'un guide du fardeau de la dette plus efficace, car il prend en compte les taux d'intérêt sur la dette, les recettes publiques disponibles pour payer la dette, et si les paiements quittent le pays. Pour utiliser cet indicateur dans une analyse adéquate, le service de la dette doit être examiné au présent et à l'avenir. Cela dit, le service futur de la dette n'est qu'une estimation (influencée par des facteurs tels que la croissance économique, les taux de recouvrement des impôts, les emprunts futurs et les fluctuations monétaires).
Montant total des inté-rêts versés en propor-tion des revenus	Mesure la part du budget d'un gou-vernement consacrée au paiement des intérêts, à l'extérieur comme à l'intérieur.	Un bon indicateur de la charge d'intérêt supportée par un pays. Cela n'inclut pas les paiements du principal. Souvent, les remboursements nationaux du principal peuvent être refinancés, c'est-à-dire payés en contractant un emprunt à des conditions similaires. Mais ceci n'est pas toujours le cas (un cas rare pour les remboursements externes du princi-pal).
Taux d'intérêt auquel un gouvernement peut emprunter sur les mar-chés financiers privés	Mesure le coût à payer par le gou-vernement pour emprunter davan-tage auprès de prêteurs privés.	Emprunter à des taux bas peut également s'avérer coû-teux si le taux de change varie ou si l'emprunt est gaspillé au lieu d'être consacré à des investissements utiles.
Valeur de la Dette	Indique dans quelle devise la dette d'un pays devrait être payée.	Comme expliqué ci-dessus, le risque de change apparaît lorsque la dette est due en devise étrangère.
Ratio service de la dette extérieure/ exportations	Compare les paiements de la dette extérieure aux exportations d'un pays	La comparaison avec les revenus d'exportation est impor-tante, car pour payer leurs dettes extérieures, les pays doivent générer des revenus provenant d'autres pays, ce qui nécessite généralement des activités d'exportations.
Balance des transac-tions courantes	Combien le pays dans son ensemble (gouvernement et secteur privé) reçoit-il du reste du monde et lui paie-t-il? Un pays qui dépense plus que ce qu'il gagne affiche un chiffre négatif, et un pays qui gagne plus que ce qu'il dépense affiche un chiffre positif.	Si un pays a une balance des transactions courantes négatives, il doit compenser cette somme, par exemple en empruntant ou en vendant des actifs à des personnes dans d'autres pays.
Débiteur/ créancier net	La dette de l'ensemble du pays (gouvernement et secteur privé) comparée à la dette due à ce pays (gouvernement et secteur privé). Un chiffre négatif révèle que le pays doit plus que la somme qui lui est due (il est un débiteur net), et un chiffre positif signifie que la somme due au pays est supérieure à ce qu'il doit (un créancier net).	Un chiffre négatif important indique un déséquilibre finan-cier important par rapport au reste du monde, ce qui en-traîne un risque accru de crise financière. Mais les grands créanciers nets partagent la responsabilité des crises finan-cières avec les débiteurs. Si la somme due à un pays est supérieure à ce qu'il doit, d'autres pays du monde devront alors s'endetter. Debt Justice tente d'estimer ces taux pour tous les pays dans son Portail de Données sur la Dette.

Ces indicateurs doivent être combinés avec d'autres de nature socio-économique, ainsi qu'avec des indicateurs pertinents administratifs et de gouvernance qui nous aident à répondre aux autres questions identifiées à l'aide d'OPERA.

ANALYSE COMPARATIVE DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE

Comme indiqué ci-dessus, les données provenant de ces indicateurs doivent être comparées à un autre élément afin de faciliter leur interprétation, vu que les nombres sont toujours relatifs. Déterminer si les niveaux d'endettement sont élevés ou faibles, par exemple, nécessite de se demander *par rapport à quoi?*

Prenons un exemple hypothétique: disons que le service de la dette extérieure d'un pays passe de 100 milliards de dollars en 2015 à 200 milliards de dollars en 2020. Doubler le remboursement de sa dette peut sembler assez important. Mais que se passerait-il si le budget global du gouvernement triplait au cours de la même période? Le service de la dette diminue en réalité en pourcentage. Et si, à la suite de l'inflation, le pouvoir d'achat du gouvernement diminuait et que le budget n'était pas aussi élargi?

Aucune référence ou seuil défini sont capables de déterminer de manière définitive si la dette d'un gouvernement est viable ou non. Certaines directives couramment utilisées comprennent:

L'analyse de viabilité de la dette du FMI

Dans ses analyses de viabilité de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur, le FMI utilise quatre indicateurs pour évaluer le risque d'endettement. Ceux-ci sont fixés à différents niveaux (appelés seuils) selon que le FMI et la Banque mondiale considèrent le pays comme ayant une capacité de gestion de la dette faible, moyenne ou forte.³¹ Ces seuils sont ensuite utilisés par le FMI et la Banque mondiale pour évaluer si un pays présente un risque faible, modéré ou élevé de ne pas payer sa dette extérieure.

Les colonnes du tableau ci-dessous présentent les quatre indicateurs et les différents seuils pour chacun, selon qu'un pays soit classé comme ayant une capacité de gestion de la dette faible, moyenne ou forte:

Capacité de gestion de la dette	Valeur actuelle de la dette publique extérieure en pourcentage de		Service de la dette publique extérieure en pourcentage des	
	PIB	Exportations	Exportations	Recettes publiques
Faible	30%	140%	10%	14%
Moyenne	40%	180%	15%	18%
Élevée	50%	240%	21%	23%

Un pays est évalué comme étant:

- **À risque faible** de surendettement si tous les indicateurs sont inférieurs aux seuils du scénario de référence et du scénario de choc économique (voir explication ci-dessous).
- **À risque modéré** si les indicateurs sont inférieurs aux seuils dans le scénario de référence, mais les dépassent dans le scénario de choc économique.
- **À risque élevé** si un ou plusieurs indicateurs sont supérieurs au seuil du scénario de référence.
- **En surendettement** si un gouvernement est déjà en défaut ou a du mal à payer sa dette extérieure.

Le FMI brosse le tableau de la situation dans le cas où divers types de chocs économiques se produisent. Les chocs pris en compte incluent une croissance du PIB inférieure à celle prévue dans le scénario de référence, une baisse des recettes d'exportation, une dépréciation de la monnaie ou une combinaison de plusieurs de ces éléments à la fois.

³¹ Ces classifications sont établies d'une manière assez compliquée. Mais, généralement, elles se basent sur : l'évaluation de la politique et des institutions nationales de la Banque mondiale, qui considère un pays en se basant sur la perception de la Banque mondiale de la gestion économique du pays, la mise en œuvre des politiques de libre marché, les politiques d'inclusion sociale et la qualité de l'administration du secteur public; le taux de croissance réel d'un pays; réserves en pourcentage des importations; envois de fonds en pourcentage du PIB; croissance économique mondiale.

En fin de compte, l'analyse du FMI se concentre sur la capacité ou non d'un pays à payer sa dette, plutôt que sur les impacts que le paiement de la dette pourrait avoir sur les droits humains.

Évaluation de la viabilité de la dette par Debt Justice

Ce cadre analytique, développé par Debt Justice, diffère de celui du FMI car il définit la crise de la dette comme étant le moment où le paiement de la dette porte atteinte à l'économie d'un pays et/ou à la capacité de son gouvernement à protéger les droits économiques et sociaux fondamentaux de ses citoyens. De plus, contrairement au FMI, il prend en compte l'ampleur du déséquilibre financier d'un pays par rapport au reste du monde.

Un pays est considéré comme exposé à un risque de crise de la dette publique s'il a :

Un déséquilibre financier important par rapport au reste du monde: soit une position extérieure globale nette de -30% du PIB ou pire, OU un déficit des transactions courantes en moyenne supérieur à 3% par an pendant trois ans.

+

- Selon les projections du FMI, les remboursements de la dette extérieure du gouvernement dépasseront 15 % des recettes publiques (sur plusieurs années) en cas de choc économique, OU
- La dette extérieure du gouvernement s'élèvera à plus de 40 % du PIB ou 150 % des exportations, OU
- Les remboursements de la dette extérieure du gouvernement seront supérieurs à 10 % des recettes.

Un pays est considéré comme connaissant une crise de la dette s'il a :

A large financial imbalance with the rest of the world: either a net international investment position of -30% of GDP or worse OR a current account deficit averaging over 3% per year for three years.

+

- Les paiements de la dette extérieure du gouvernement dépassent 15 % des recettes publiques.³²

32 Les recherches effectuées par Debt Injustice ont révélé que lorsque les remboursements de la dette extérieure dépassent 15 % des recettes publiques, cette situation entraîne une baisse des dépenses publiques.

Pour en savoir plus | Le "Debt Data Portal" (Portail des données relative à la dette) de Debt Justice contient encore plus d'informations sur son évaluation de la viabilité de la dette ainsi que d'autres statistiques et analyses clés sur la dette des pays et des gouvernements. <https://data.debtjustice.org.uk/>



Autres repères potentiellement utiles

Cependant, le droit international des droits humains fournit peu d'orientations concrètes qui permettent de choisir des repères. Ceci s'applique surtout aux critères quantitatifs, qui ne sont que très limités. L'identification de repères pourrait simplement consister à comparer un pays à d'autres qui partagent des points communs, par exemple en termes de niveau de développement ou de proximité géographique.

EN PRATIQUE

Revenez à votre carte de problèmes et essayez de réorganiser les problématiques que vous avez cartographiés en fonction des quatre dimensions d'OPERA. Un simple tableau peut vous aider à le faire. Le fait de penser aux questions de la page X vous aidera à y parvenir. Quelles nouvelles questions cela soulève-t-il pour vous? L'identification d'indicateurs et de repères vous aiderait-elle à y répondre? Si oui, lesquels?



DEUXIÈME ÉTAPE ÉCLAIRER



Photo: [Davide Cantelli](#)

La deuxième étape pour décoder l'injustice de la dette consiste à **éclairer les problèmes sous-jacents au problème de la dette d'un pays**. Les données sont un type de connaissances qui peut s'avérer très efficace à cet égard. Essentiellement, *les données répondent aux questions posées par les indicateurs*, ce qui fait d'elles un outil très utile pour éclairer les problèmes que vous avez évalués.

Cela dit, beaucoup d'information inconnues pourraient se trouver derrière les données. Il est donc important de les lire avec un œil critique.

Il est possible de trouver des données qui seront pertinentes pour plupart, sinon la grande majorité, des indicateurs que vous avez identifiés dans les quatre dimensions d'OPERA. Ces données comprennent:

- **Données secondaires**—en d'autres termes, données qui existent déjà parce qu'elles ont été collectées par d'autres personnes, ou à d'autres fins, ou une combinaison des deux causes.
- **Données primaires**—en d'autres termes, données collectées par vous ou avec votre contribution, spécifiquement pour votre recherche.

Celles-ci sont classées selon le tableau suivant:

Résultats	Efforts politiques	Ressources	Évaluation
<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques socio-économiques • Enquêtes de perception et d'opinion • Observations directes • Données basées sur des événements • Entretiens et groupes de discussion 	<ul style="list-style-type: none"> • Données catégorielles sur la législation et les politiques • Jugements d'experts • Statistiques administratives • Enquêtes de perception et d'opinion 	<ul style="list-style-type: none"> • Données budgétaires • Données d'audit • Statistiques économiques, y compris les données sur la dette • Enquêtes de perception et d'opinion 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes de perception et d'opinion • Jugements d'experts • Entretiens et groupes de discussion

Nous présenterons dans cette section différentes sources de données spécifiques à la dette.³³ Nous passerons en revue les différents sites Web sur lesquels vous pouvez trouver ces données et présenterons certaines terminologies spécifiques pour vous aider à trouver ce que vous recherchez. Nous proposerons également quelques conseils si vous souhaitez analyser les données vous-même ou collaborer avec des économistes, des statisticiens et d'autres experts pour effectuer cette analyse. En particulier, nous mettrons en lumière l'importance de combiner les données spécifiques à la dette avec d'autres types de données (y compris les données primaires) pour élaborer une image plus complète de la dynamique qui crée—ou entretient—le problème que vous étudiez à un niveau plus localisé ou spécifiquement axé sur la communauté.

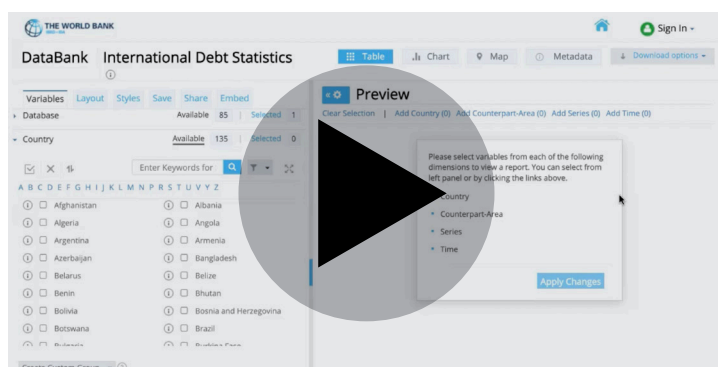
Recherche de données pertinentes relative à la dette

De nombreuses données secondaires sont disponibles sur la dette détenue par les pays, ainsi que sur les accords spécifiques de prêt et de restructuration qui ont été signés. Mais il n'y a pas un espace unique qui publie toutes les informations disponibles. Pour dresser un tableau de la dette publique, vous devez combiner les données publiées par différentes sources, notamment les institutions financières internationales et les gouvernements individuels. Les principales sources sont présentées ci-dessous.

INFORMATIONS PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES DES STATISTIQUES DE LA DETTE INTERNATIONALE DE LA BANQUE MONDIALE

La base de données des statistiques de la dette internationale établie par la Banque mondiale est une source importante d'informations communiquées par les gouvernements sur la dette extérieure, y compris la dette totale due, les paiements de la dette effectués et la répartition effectuée par différents créanciers. Elle contient également des informations sur les remboursements futurs de la dette.

Il est possible d'y accéder par le lien suivant: <https://bit.ly/intldebtstats>



Pour obtenir les données que vous souhaitez avoir, vous devez sélectionner quatre variables dans le menu qui se trouve à gauche de la page: pays, zone de contrepartie, série et heure.

La variable pays: vous permet de sélectionner le ou les pays sur lesquels vous souhaitez obtenir des données. Vous souhaitez

peut-être également sélectionner le revenu ou le groupe régional auquel appartient ce pays (en fonction des classifications de la Banque mondiale) pour comparer sa performance à la moyenne du groupe.

La variable zone de contrepartie: vous permet de sélectionner l'entité à laquelle la dette est due. Cela inclut tous les pays du monde ainsi que différentes organisations auprès desquelles une dette peut être due. La sélection de "Monde" couvre toutes les dettes dues. La sélection de "tous les pays" vous indique à qui le gouvernement doit bilatéralement et vous permet de connaître la résidence de certains types de créanciers privés.

La variable série: vous permet de sélectionner les données de dette que vous souhaitez avoir. Il existe une quantité énorme d'informations possibles que vous pouvez sélectionner dans cette variable. Pour comprendre les informations disponibles, vous devez vous familiariser avec certaines catégories et acronymes.

La première catégorie décrit le type de dette:

Acronyme	Sens complet	Explication
PPG	Dette extérieure publique et garantie par l'État (Public and publicly guaranteed external debt)	Classification la plus large effectuée par la Banque mondiale concernant la dette extérieure due ou garantie par un gouvernement.
PNG	Dette extérieure privée non garantie (Private non-guaranteed external debt)	Dette extérieure due uniquement par le secteur privé.

La deuxième catégorie comprend différentes composantes de la dette due:

Acronyme	Sens complet	Explication
AMT	Amortissement	L'amortissement correspond aux remboursements effectués sur le principal de la dette (c'est-à-dire les remboursements du prêt initial).
DIS	Décaissements	Prêts remboursés en fonction du moment où les prêts sont effectivement accordés plutôt que celui où les contrats sont signés.
DOD	Dette sur demande/ solde du capital	Montant total de la dette (le principal) qui est dû, sans compter les intérêts.
INT	Intérêts	Il s'agit de paiements d'intérêts.
NTR	Transfert net de ressources	Il s'agit des décaissements – (amortissement + intérêts), c'est-à-dire le montant de l'argent frais qui a été prêté par rapport au montant qui a été remboursé en principal et en intérêts. Un chiffre positif signifie que la somme d'argent prêtée est supérieure à celle qui a été remboursée; un chiffre négatif signifie le contraire.
TDS (ATD)	Amortissement total de la dette	Il s'agit de l'amortissement + des intérêts, c'est-à-dire le montant total des paiements de principal et d'intérêts effectués.

33 Pour les autres types de données, il est possible de se référer aux notes introductives des données primaires et secondaires.

La troisième catégorie décrit le type de créancier, qui comprend d'autres sous-catégories:

Bilatéral = dette envers d'autres gouvernements

Il s'agit d'une sous-catégorie de prêts bilatéraux concessionnels = prêts à taux d'intérêt inférieurs provenant d'autres gouvernements.

Multilatéral = dette envers les institutions multilatérales.

Cela comporte des sous-catégories de:

BIRD = dette envers la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de la Banque mondiale

IDA = dette envers l'Association internationale de développement de la Banque mondiale

Multilatéral concessionnel = prêts à taux d'intérêt inférieurs accordés par des institutions multilatérales

FMI = dette due au FMI.

Ce qui prête à confusion, c'est le fait que cette dette n'est pas incluse dans la catégorie de la dette envers les institutions multilatérales, ni dans les autres catégories mentionnées. Vous devez obtenir des données sur le FMI séparément (par exemple, "l'utilisation du crédit du FMI (DOD, dollars américains courants)" est une dette envers le FMI).

Privé = dette envers des entreprises privées.

Cela comporte des sous-catégories de:

Obligations = dette due sous forme d'obligations cotées en bourse

Banques commerciales = dette due directement aux banques commerciales

Autres créanciers privés = dette envers d'autres entreprises privées

CONSEIL: Utilisez la zone de recherche pour réduire les variables afin de trouver plus facilement celles que vous recherchez. Par exemple, saisissez "dis" si vous cherchez des informations sur les décaissements de prêt.

La variable du temps: La base de données remonte aux années 1970, ce qui fait que vous avez accès à des données historiques. Pour certaines variables de série, les informations s'étendent également sur six ans à l'avenir. Normalement, il est possible de trouver des données complètes jusqu'à celles de l'année précédente. La Banque mondiale met à jour la base de données vers la fin de chaque année, *relative à l'année précédente*. Ainsi, au moment de la rédaction (juillet 2023), la Banque mondiale avait mis à jour la base de données pour la dernière fois en décembre 2022. Mais les chiffres inclus dans la base de données concernent la fin de l'année 2021. Vous pouvez sélectionner les années individuellement, sélectionner les 5, 10, 15, 20, etc. années les plus récentes, ou si vous cliquez sur la case à cocher, toutes les années seront automatiquement sélectionnées.

Les chiffres des années enregistrés au-delà de la mise à jour la plus récente correspondent aux décaissements, intérêts et amortissements qui ont *déjà fait l'objet d'engagements contractuels*. Les décaissements et les remboursements de dettes sur les prêts qui ne sont toujours pas accordés ne sont pas inclus. Ces données constituent donc un guide des chiffres déjà engagés, et non une prédiction. L'ajout de prêts et de paiements est effectué perpétuellement, de sorte que les données deviennent de plus en plus inexactes à mesure que l'on avance dans le futur.

Dans certains cas, les données futures du FMI ne sont pas disponibles. Cependant, les données sur les paiements futurs adressés au FMI se trouvent sur le site Internet du FMI sur le lien https://bit.ly/imf_findata

EN PRATIQUE

En pratique, vous pouvez combiner les catégories ci-dessus pour obtenir les informations souhaitées. Par exemple, si vous souhaitez connaître le montant total des prêts accordés à la Zambie et le total des remboursements de la dette versés par la Zambie, vous devez sélectionner:

Décaissements au titre de la dette extérieure, publique et garantie par l'État (PPG) (DIS, \$US courants)

Service de la dette extérieure, publique et garantie par l'État (PPG) (TDS, \$US courants)

Mais les données du FMI ne sont pas incluses dans ces selections, vous devez également sélectionner:

Achats du FMI (DIS, \$US courants)

Rachats et frais du FMI (TDS, \$US courants)

Pour visualiser les données puis de les analyser, il suffit de les exporter vers Excel ou un autre tableur. Pour effectuer ce travail, cliquez sur "Options de téléchargement" dans le coin supérieur droit, puis sélectionnez le format que vous pouvez utiliser (généralement Excel ou CSV).

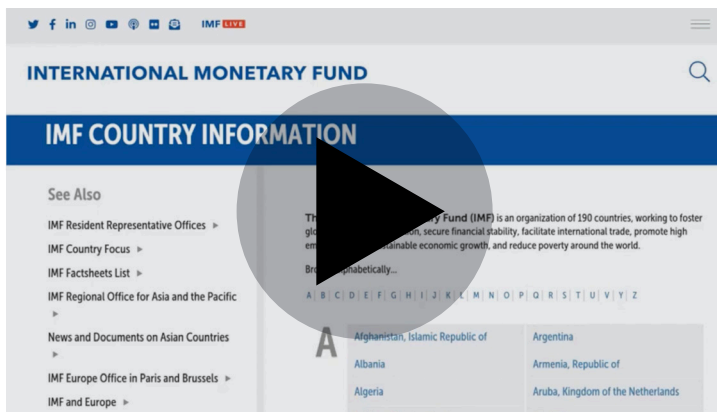
Pour en savoir plus | Le tableau de bord "Un monde de dette" est un outil dynamique qui offre un aperçu des principaux indicateurs de dette publique et de dépenses de développement au niveau national. Grâce à des fonctionnalités et des visualisations interactives, vous pouvez explorer les tendances et les modèles, obtenir des informations sur le contexte de la dette publique au niveau national et comprendre l'interaction complexe entre la dynamique de la dette et des dépenses de développement de manière conviviale. <https://unctad.org/publication/world-of-debt/dashboard>

ANALYSES DE VIABILITÉ DE LA DETTE CONÇUES PAR FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Le FMI et la Banque mondiale mettent en œuvre deux types d'analyses de viabilité de la dette. Le FMI effectue régulièrement des analyses de viabilité de la dette, qui peuvent constituer une source d'informations utiles sur la dette des 70 pays éligibles aux prêts du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance (PRGT) du FMI.³⁴ Ces analyses sont censées être complétées chaque fois qu'un pays mène une consultation au titre de l'article IV avec le Fond. En outre, tout pays empruntant de l'argent auprès du FMI par le biais du PRGT est censé disposer d'une analyse de viabilité de la dette au début du programme de prêt, et régulièrement tout au long de la durée du prêt.

Pour ce qui est des autres pays, le FMI mène des analyses de viabilité de la dette pour ce qu'il appelle les "pays ayant accès au marché". Cependant, les informations fournies par ces analyses ne sont souvent pas très utiles.

Trouver une analyse de viabilité de la dette



Pour trouver l'analyse de viabilité de la dette la plus récente,³⁵ accédez à la section pays du site Web du FMI (<https://www.imf.org/en/countries>) et choisissez le pays qui vous intéresse.

Une fois le pays sélectionné, faites défiler jusqu'à la section "Voir tous les documents". Les analyses de viabilité de la dette sont incluses dans les documents classés dans la catégorie "Publications" et font partie d'une consultation au titre de l'article IV, ou du lancement d'un programme de prêt du FMI, ou d'un examen d'un programme de prêt du FMI.

Lorsque vous accédez à la publication du FMI, l'analyse de la viabilité de la dette se trouve généralement dans la seconde moitié du document.

Les données pertinentes dans une analyse de viabilité de la dette

Deux tableaux sont disponibles dans une analyse de viabilité de la dette et contiennent des données détaillées sur la situation de la dette:

- Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence
- Cadre de viabilité de la dette publique, scénario de référence (qui inclut la dette intérieure et extérieure)

Ces cadres sont des sources d'informations utiles sur le niveau d'endettement global et les remboursements de la dette actuels et ceux estimés pour le futur. Les projections tiennent compte des nouveaux emprunts et, comme le suggère le nom de "scénario de référence", nous parlons du scénario le plus susceptible de se produire, selon le FMI. Cela dit, les projections sont basées sur les hypothèses du FMI concernant des éléments tels que les niveaux d'emprunt futurs, la croissance économique, la collecte des recettes publiques, les taux d'intérêt et les taux de change. Ces hypothèses peuvent être erronées, c'est pour cela qu'il est important de les comprendre afin d'analyser ce qu'indique le FMI.

34 Tous les pays à revenu faible, de nombreux pays à revenu intermédiaire inférieur et certains pays à revenu intermédiaire supérieur qui sont de petits États vulnérables.

35 Le FMI dispose d'une page qui mène à l'analyse de viabilité de la dette pour chaque pays. Cependant, la mise à jour prend plusieurs mois après la publication d'une analyse. Il est donc préférable de se d'accéder à la page de chaque pays pour être sûr de trouver le document le plus actualisé.

Certains des éléments clés inclus dans le tableau de **viabilité de la dette extérieure** comprennent:

Indicateur	Explication
Dette extérieure (nominale)	Il s'agit du montant de la dette extérieure (pour les secteurs public et privé) en pourcentage du PIB. Cependant, dans de nombreux pays, les analyses de la dette extérieure due par le secteur privé ne sont pas nombreuses, ce chiffre est donc généralement sous-estimé.
Dette extérieure (nominale) y compris la dette extérieure publique et garantie par l'État	Il s'agit de la dette extérieure due par le secteur public ou garantie par le gouvernement, en pourcentage du PIB.
Ratio VA du ratio dette extérieure PPG/PIB	"VA" signifie valeur actuelle. Il s'agit d'un calcul de la dette totale, qui prend en compte les taux d'intérêt sur la dette et le moment où les remboursements du principal doivent être effectués. Il représente effectivement le montant à épargner actuellement pour assumer les dépenses liées à tous les intérêts de la dette et au remboursement du principal à mesure qu'ils arrivent à échéance, en supposant que l'argent épargné rapporte un intérêt de 5 %. ³⁶ Le montant est exprimé dans le tableau en pourcentage du PIB.
VA du ratio dette extérieure PPG/exportations	Il s'agit de la même valeur actuelle de la dette mentionnée ci-dessus, mais cette fois exprimée en pourcentage des exportations de biens et de services.
Ratio service de la dette PPG/exportations	Il s'agit du montant total des paiements de la dette extérieure (principal et intérêts) en pourcentage des exportations de biens et de services.
Ratio service de la dette PPG/revenus	Il s'agit du montant total des paiements de la dette extérieure (principal et intérêts) en pourcentage des recettes publiques.
Besoin brut de financement extérieur (millions de dollars américains)	Il s'agit du montant total que le gouvernement doit emprunter chaque année pour pouvoir combler tout déficit public et effectuer les remboursements de la dette à échéance.

Les principales hypothèses macroéconomiques permettent de comprendre le fondement des prévisions du FMI, notamment la croissance économique et les recettes publiques. Les hypothèses peuvent également aider à déterminer d'autres chiffres inclus dans le tableau.

Certains des éléments clés du tableau de la **dette du secteur public** comprennent:

Indicateur	Explication
Dette du secteur public	Il s'agit de la dette totale du secteur public en pourcentage du PIB.
Ratio VA de la dette publique/ PIB	Tout comme le ratio similaire pour la dette publique extérieure, il s'agit du montant d'argent qui devrait être épargné actuellement pour couvrir tous les paiements de la dette et des intérêts à mesure qu'ils arrivent à échéance, en supposant que l'argent mis de côté lui-même rapporte des intérêts de 5 % par an. .
Ratio VA de la dette publique/ revenus et dons	Tout comme il a été indiqué ci-dessus, mais en pourcentage des recettes publiques et des sub-ventions des donateurs.
Ratio service de la dette/ revenus et dons	Il s'agit du montant total des paiements du principal et des intérêts de l'État sur l'ensemble de la dette, extérieure et intérieure, en pourcentage des recettes. Méfiez-vous de cet indicateur car il peut être très élevé si un gouvernement a une dette intérieure importante à court terme, qui est payée chaque année en empruntant à nouveau le même montant. Dans ce cas, le remboursement du principal ne constitue pas un fardeau pour le budget de l'État (bien que les intérêts sur le principal le soient).

³⁶ C'est une hypothèse très douteuse. Il n'existe pas d'actifs sûrs que les gouvernements puissent acheter en devises étrangères et qui garantiraient un rendement annuel de 5 %. Le FMI et la Banque mondiale ont fixé ce taux d'intérêt il y a de nombreuses années et ne l'ont pas modifié pour refléter la baisse des taux d'intérêt mondiaux.

D'autres indicateurs utiles sont inclus dans les hypothèses, tels que:

- **Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette extérieure:** ceci est un guide utile pour connaître le montant dépensé en paiements d'intérêts extérieurs. Il s'agit d'une moyenne de l'ensemble de la dette publique extérieure et ne constitue donc pas une indication du taux d'intérêt auquel le gouvernement pourrait emprunter auprès de prêteurs particuliers (qui est généralement beaucoup plus élevé sur la dette privée que sur la dette due aux institutions multilatérales).
- **Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure:** il s'agit d'une mesure des intérêts que le gouvernement paie sur la dette intérieure. Le "taux d'intérêt réel" est le taux d'intérêt après inflation. Si l'inflation est de 5 % par an et que le taux d'intérêt réel moyen est de 5 %, alors le taux d'intérêt réel payé est de 10 %. Il est utile de calculer le taux d'intérêt réel pour la dette due en monnaie locale,³⁷ car l'inflation réduit la taille relative de la dette.

Les hypothèses peuvent également aider à déterminer d'autres chiffres à partir du tableau. Par exemple, si nous voulons savoir combien le gouvernement éthiopien était prévu de dépenser en dollars pour le service de la dette extérieure en 2020, nous pouvons calculer le montant comme suit:

Les recettes publiques représentent 11,7 % du PIB et le PIB est de 108 934 millions de dollars, donc $0,117 \times 108\,934 =$ les recettes publiques sont de 12 745 millions de dollars.

Le service de la dette publique extérieure en 2020 devrait représenter 13,3 % des recettes publiques. $0,133 \times 12\,745 = 1\,695$ millions de dollars. Le service estimé de la dette extérieure du gouvernement éthiopien en 2020 s'élève à 1 695 millions de dollars.

INFORMATIONS DISPONIBLES SUR LES OBLIGATIONS COTÉES EN BOURSE ET LES PROSPECTUS OBLIGATAIRES

Données sur les prix auxquels les obligations sont achetées et vendues

Les obligations sont théoriquement négociées publiquement, de sorte que toutes les informations clés les concernant peuvent être trouvées sur différents sites Web. En réalité, les plateformes de trading complètes telles que Bloomberg sont très coûteuses et donc inaccessibles à la plupart des gens. Il existe cependant des sites Web gratuits proposant des informations actualisées sur les obligations, tels que Business Insider, Bond Supermart, ainsi que des sites boursiers tels que Börse Berlin.

Si vous souhaitez trouver des informations sur les obligations d'un État, vous pouvez commencer par une simple recherche sur Google. Lorsque vous trouverez des informations sur une obligation, il convient de noter le suivant:

- **Le code ISIN:** this il commence généralement par XS ou US, suivi d'une longue ligne de chiffres. Il s'agit d'un code unique à cette émission d'obligations, et qui vous aide donc à trouver la même obligation sur différents sites Web et à la distinguer des autres obligations émises par ce pays.

- **Le titre de l'obligation:** généralement inclus le nom du pays suivi de l'année où l'obligation a été émise et de l'année où elle doit être remboursée. Par exemple, Bénin 19/26 signifie une obligation émise par le gouvernement du Bénin en 2019, à rembourser d'ici 2026.
- **Le coupon:** le taux d'intérêt de la dette.
- **Le prix:** la valeur à laquelle l'obligation est achetée et vendue à l'heure actuelle.
- **Le rendement:** le rendement annuel que réalisera un acheteur de l'obligation au prix actuel, en supposant que les paiements de l'obligation et des intérêts soient effectués intégralement et à temps.

Informations trouvées dans les prospectus obligataires

Lorsque les gouvernements émettent des obligations, celles-ci sont généralement commercialisées à l'avance auprès des spéculateurs financiers. Cela signifie généralement que le gouvernement envoie un prospectus pour l'obligation. Dans un prospectus obligataire, un gouvernement déclare plusieurs informations sur ses finances et la situation économique du pays. Il s'agit donc de documents très longs comptant des centaines de pages. Cependant, ils peuvent contenir des informations utiles sur la dette d'un gouvernement, notamment l'entité à laquelle elle est due.

Pour trouver le prospectus d'une obligation il suffit simplement de saisir le code ISIN et le "prospectus" sur Google. Bien qu'il n'y ait pas un espace où les prospectus soient répertoriés, une recherche sur Google en trouvera généralement un pour toute obligation d'intérêt.

INFORMATIONS SUR LES PRÊTEURS BILATÉRAUX

Les prêts chinois



Photo: Yan Ke

La base de données de la Banque mondiale révèle des informations sur les prêts de tous les prêteurs gouvernementaux, y compris ceux de la Chine. Comme expliqué ci-dessus, lorsque vous choisissez la "Zone de contrepartie", sélectionnez les pays créanciers dont les informations sur les prêts et les dettes que vous souhaitez consulter. Si vous sélectionnez

37 Même si elle diffère de la dette intérieure.

une série de données sur les créanciers privés vous aurez accès aux données sur les prêteurs privés chinois aussi. Les analyses du FMI sur la viabilité de la dette et les prospectus obligataires sont deux autres sources possibles d'informations sur la dette envers la Chine. À cela s'ajoute les documents publiés par les gouvernements nationaux. D'autres sources incluent:

- **La base de données des prêts chinois à l'Afrique (CLA)**, lancée par l'Initiative de recherche Chine-Afrique de l'École des hautes études internationales (SAIS-CARI) de l'université Johns Hopkins et gérée par le Centre de politique pour le développement mondial de l'université de Boston depuis Mars 2021. La base de données suit les prêts convenus entre la Chine et les gouvernements africains entre 2000 et 2020, et est disponible sur le lien suivant: <https://www.bu.edu/gdp/chinese-loans-to-africa-database/>. Elle fournit des informations utiles sur les prêts, ventilés par emprunteur, par secteur et par la partie du gouvernement chinois qui accorde le prêt. Toutefois, les données sont basées sur des accords de prêt, ce qui fait qu'elles surestiment le montant du prêt, vu que le fait qu'un accord ait été mis en place ne signifie pas nécessairement que le prêt a été décaissé. En outre, la base de données ne prend pas en compte les remboursements de la dette et ne peut donc pas être utilisée comme indication de l'encours de la dette.
- **Base de données détaillée d'AidData sur les prêts accordés par des entités publiques et privées chinoises:** <https://www.aiddata.org/data/aiddatas-global-chinese-development-finance-dataset-version-2-0>

Les prêts du Club de Paris

Le Club de Paris ne publie qu'un nombre limité d'informations sur la dette sur son site Internet: <https://clubdeparis.org/en>. La section des données révèle le montant dû par chaque gouvernement débiteur. Toutefois, ces informations ne sont pas ventilées selon chaque créancier du Club de Paris. Malgré le fait que ces informations sont très limitées, elles fournissent quand même un point de départ qui peut être recoupé avec d'autres sources. Cependant, la base de données de la Banque mondiale fournit des ventilations plus détaillées des dettes envers des pays spécifiques.

Analyse des données pertinentes

Les données et les preuves ne sont pas synonymes. **Pour être considérée comme preuve, les données doivent être analysées et interprétées.** Pour nos propres objectifs, nous devons nous demander: que nous disent les données sur les indicateurs que nous avons identifiés? Cette section donnera un bref aperçu des étapes à suivre pour traduire les données en preuves, notamment: certaines des "analyses de chiffres" de base impliquées; facteurs contextuels à prendre en compte; et l'importance de "triangler" les résultats afin de déterminer si un gouvernement respecte ses obligations en matière de droits humains dans sa gestion de la dette.

CALCUL DE BASE DES CHIFFRES

Comme l'indique la section précédente, les données doivent être comparées à un certain élément pour faciliter leur interprétation. Des comparaisons utiles peuvent être effectuées entre elles, dans le temps, etc. Voici certains calculs de base qui pourraient être utiles pour effectuer de telles comparaisons:

- **Conversion de montants en pourcentages ou en ratios (ou vice versa):** l'utilisation de pourcentages est l'un des moyens qui peuvent rendre les données comparables. Par exemple, vous souhaitez peut-être comparer les niveaux de service de la dette de deux pays. Vous pouvez alors dans ce cas calculer le montant du service de la dette en pourcentage des recettes publiques, ce qui révélerait que le premier pays dépense beaucoup plus, ou beaucoup moins que le second.
- **Calcul des montants par habitant:** pour comparer le service de la dette aux dépenses sociales, vous pouvez calculer chaque montant par habitant. Pour cela, vous pouvez tout simplement diviser le montant total par la population totale (ou par le groupe de population total qui vous intéresse, comme les enfants d'âge scolaire ou les femmes en âge de procréer).

- **Ajustement à l'inflation:** si les montants sont déclarés en termes "nominaux", cela signifie qu'ils ne tiennent pas compte de l'inflation. Il faut donc les convertir en montants "réels", ce qui rend les montants de différentes années "équivalents" aux valeurs actuelles de l'une des années et permet d'effectuer des comparaisons valables dans le temps. En d'autres termes, valeur réelle = valeur nominale corrigée à la suite de l'inflation.

Dans certains cas, les données peuvent être lues et interprétées assez facilement. Dans d'autres, le volume de données est trop important pour être contenu dans une ou deux pages. Lorsque nous faisons face à un tel cas, nous pouvons avoir recours à une feuille de calcul, ce qui est probablement le cas lorsque l'on traite des données sur la dette.

Pour en savoir plus | Travailler avec des feuilles de calcul pourrait constituer une nouvelle compétence que de nombreux activistes n'ont pas encore acquis. Si tel est le cas, vous pouvez vous référer à notre [introductory note on analyzing data](#).

EN PRATIQUE

Rassemblez des données spécifiques à la dette qui montrent le profil global de la dette de votre pays à partir des sources décrites ci-dessus. Quelles sont les informations dévoilées par ces données en termes de:

- **La dette extérieure totale de votre pays?**
 - Comment l'évaluer en pourcentage du PIB? En pourcentage des exportations?
- **Combien votre pays dépense-t-il pour rembourser sa dette extérieure?**
 - Comment l'évaluer en termes de pourcentage des revenus?
 - Comment cela se compare-t-il aux dépenses consacrées aux secteurs sociaux comme la santé, l'éducation, la protection sociale, etc.?
- **Qui sont les créanciers de votre pays?**
 - Quel pourcentage de la dette extérieure est dû aux créanciers bilatéraux, multilatéraux et privés?
 - Quel pourcentage de la dette extérieure est dû en devises étrangères?
- **Quelle est la position extérieure globale de votre pays?**
 - Les transactions courantes sont-elles déficitaires? À quel pourcentage?
 - Votre pays est-il un débiteur ou un créancier net, en pourcentage du PIB?

Pour interpréter ces données, examinez comment elles se comparent aux données d'autres pays similaires et comment elles ont évolué avec le temps.

Quelles nouvelles informations sont révélées lorsque vous recouper ces données-ci avec d'autres types de données, telles que celles décrites à la page 19?

ANALYSE CONTEXTUELLE

Les données quantitatives aident à répondre à des questions telles que "combien", "dans quelle mesure", "où" ou "quand". Mais souvent, il est possible de s'approfondir encore au-delà de ces questions pour mieux comprendre la situation d'injustice. Cette compréhension est cruciale pour décider des conclusions à tirer de votre recherche. L'analyse contextuelle est particulièrement importante pour la quatrième dimension d'OPERA: l'évaluation. Elle nous permet d'avoir une "image plus complète" des facteurs plus larges qui affectent la capacité des personnes à jouir de leurs droits et la capacité de l'État à remplir ses obligations.

Ce type d'analyse tente de révéler le contexte plus large dans lequel le gouvernement opère, et de comprendre pourquoi les efforts du gouvernement n'ont pas été plus efficaces. De cette manière, OPERA cherche à distinguer entre les dommages qui pourraient véritablement échapper au contrôle de l'État et ceux pour lesquels l'État devrait être tenu responsable. Cela implique l'identification de l'influence des facteurs nationaux ou internationaux ou leur aptitude à limiter la capacité de l'État à remplir ses obligations envers les groupes sur lesquels nous nous concentrons. Les contraintes varient considérablement d'un pays à l'autre, mais elles sont largement liées au comportement de tiers et à des dysfonctionnements structurels.

	National	International
Comportement de tiers	Corruption de la part des fonctionnaires, mauvaise conduite des entreprises, monopolisation par les élites, etc.	Mauvaise conduite des entreprises, influence des donateurs ou des institutions financières internationales, conditions des accords commerciaux, etc.
Dysfonctionnements structurels	Décentralisation, processus électoraux, procédures parlementaires, volatilité environnementale, etc.	Systèmes fiscaux internationaux, climat général d'investissement, situation macroéconomique, etc.

Vous avez peut-être déjà identifié ces questions lorsque vous avez analysé le problème à dans la première étape. Dans certains cas, des publications secondaires existent déjà (par exemple, enquêtes médiatiques, recherches universitaires, rapports de la société civile) qui peuvent vous aider à les éclairer davantage. Les consultations communautaires et les entretiens avec des informateurs clés peuvent également être des méthodes utiles auxquelles vous pouvez avoir recours.



La véritable valeur d'OPERA réside dans la manière dont ces différentes pièces du puzzle s'emboîtent toutes. Photo: [Vardan Papikyan](#)

TRIANGULATION DES RÉSULTATS

Chaque dimension d'OPERA se concentre sur des normes particulières en matière de droits humains qui doivent être prises en considération pour juger si un État remplit ses obligations de respecter les droits économiques, sociaux et culturels. Chacune fournit ainsi une pièce qui complète le puzzle.

En combinant les informations sur les résultats, les efforts politiques et les ressources avec des facteurs contextuels plus larges, nous pouvons illustrer les relations souvent complexes qui lient tous ces éléments. Par exemple, supposons que nous disposons de données qui montrent le suivant:

- La malnutrition sévère et aiguë est répandue chez les enfants des groupes autochtones éleveurs et semi-nomades d'un pays, beaucoup plus que chez tout autre groupe.
- Le gouvernement a remplacé les subventions sur les principales denrées alimentaires par un programme de transferts monétaires ciblé vu que cela représentait une condition pour recevoir un prêt du FMI.
- Les barrières administratives ont rendu ce programme inaccessible aux groupes autochtones éleveurs et semi-nomades.

Si nous examinons chaque élément individuellement ou isolément, l'interdépendance de ces problèmes, ainsi que la manière dont ils engendrent des modèles de discrimination, d'exclusion et d'impuissance, seront difficiles à expliquer. Cependant, en reliant, ou en "triangulant" les conclusions et les résultats, les efforts politiques et les ressources, nous aurons une vision beaucoup plus complète du caractère raisonnable des efforts du gouvernement et des obstacles qui empêchent les engagements pris sur papier de se traduire en actions ayant un impact considérable sur le terrain.

“Il n'existe pas de formule mathématique magique qui nous indiquera si la gestion de la dette d'un gouvernement est conforme ou non à ses obligations en matière de droits humains. Les données quantitatives apportent une contribution importante à ce sujet. Mais le jugement final doit être une évaluation réfléchie de toutes les preuves.”

Pour en savoir plus | Pour plus d'informations sur la façon d'évaluer les facteurs contextuels qui vous permettra de déterminer les conclusions à tirer de votre recherche, visitez notre plateforme en ligne Decoding Injustice où vous trouverez notre note autoguidée sur ce processus. <https://bit.ly/Illuminate5ContextualFactors>



TROISIÈME ÉTAPE INSPIRER



La troisième étape pour décoder l'injustice de la dette consiste à exploiter les preuves de manière créative, formelle ou informelle, afin d'inspirer l'action en faveur de changements véritables dans le système mondial de la dette. Vous avez analysé comment les déséquilibres de pouvoir entre les pays et la croissance du financement privé prédateur créent des dynamiques particulières qui entraînent à l'injustice. Vous avez combiné les données sur la dette avec d'autres informations pour comprendre comment ces problèmes entraînent le surendettement. Vous avez identifié les domaines dans lesquels les gouvernements n'ont pas réussi à remplir leurs obligations en matière de droits humains et les domaines dans lesquels d'autres obstacles ont limité leur capacité à agir. Mais le processus est loin d'être fini!

Pour inspirer un changement concret, nous devons développer une stratégie de plaidoyer qui exerce une pression sur les décideurs pour qu'ils agissent. Cette stratégie devrait vous guider pour choisir l'approche qui vous permettra de finaliser les résultats de votre recherche, développer du matériel de plaidoyer supplémentaire et mener des activités de suivi avec des mécanismes de responsabilisation nationaux et internationaux. Vous devez donc clairement identifier les mesures à mettre en œuvre, par qui et dans quel délai.

Nous décrivons dans cette section certaines des actions que les activistes pour la justice de la dette, ainsi que d'autres acteurs de la société civile et institutionnels, ont exigés pour résoudre la dette insoutenable, renforcer la manière dont les emprunts et les prêts

sont régis, et transformer le système de la dette qui va actuellement à l'encontre de la réalisation des droits humains. Nous examinerons également les différents canaux de plaidoyer par lesquels vous pourriez faire valoir ces revendications.

Actions clés à la transformation du système de dette mondial

RÉDUCTION DE LA DETTE INSOUTENABLE

Comme nous l'avons déjà évoqué dans la première section, les gouvernements ne disposent que d'options très limitées lorsque leur dette extérieure devient insoutenable et qu'ils se voient incapables de la rembourser. L'adoption d'actions qui leur offrent plus d'options sont donc essentielles à court terme.

L'annulation des dettes illégitimes

Généralement, les dettes contractées à des fins douteuses, par des régimes oppressifs ou visiblement corrompus, ou dans des conditions abusives, doivent être traitées comme étant odieuses ou illégitimes. Ces types de dettes n'ont que peu ou pas aucun avantage public, alors que leur service épuise les fonds publics essentiels. Un débiteur peut refuser unilatéralement de payer ce type de dette ou tenter d'obtenir l'accord du créancier pour l'annuler.



EXEMPLE

L'affaire de la "bonne foi du prêteur" en Équateur

En 2013, l'Équateur a adopté une loi déclarant que certaines dispositions de sa dette extérieure sont illégitimes et résultaient de la mauvaise conduite du prêteur. Le pays a fait valoir que les prêteurs avaient violé leur obligation de bonne foi en accordant des prêts à des conditions défavorables et à des taux d'intérêt excessifs. La Cour constitutionnelle de l'Équateur a confirmé la loi, reconnaissant ainsi le droit souverain du pays de protéger sa population contre les pratiques inéquitables en matière d'endettement et donnant la priorité aux droits humains de ses citoyens plutôt qu'au remboursement de dettes douteuses.

L'identification des dettes illégitimes grâce à des audits de la dette

Les audits de la dette constituent un outil puissant pour examiner la légitimité de la dette d'un pays. **Ils peuvent examiner comment la dette a été contractée, dans quel but, dans quelles conditions, comment elle a été utilisée et quels impacts elle a eu.** Cet examen permet de mettre en évidence le rôle des prêteurs ainsi que celui des emprunteurs, qui pourraient soutenir les appels à la restructuration de la dette, voire même à sa répudiation. Par exemple, l'Équateur a effectué un audit officiel de sa dette alors qu'il était confronté à des risques accrus de surendettement. Le pays a ainsi utilisé les résultats de son audit pour négocier avec succès un rachat de dette lui permettant d'économiser 7 milliards de dollars.³⁸ L'Argentine a utilisé les résultats de son audit dans les négociations de restructuration de la dette avec le Fonds monétaire international.³⁹ Les audits peuvent être initiés soit par les gouvernements, soit par des groupes activistes.

Pour en savoir plus | Le Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad) a élaboré une introduction aux audits de la dette dans la publication *"Comment venir à bout de la dette d'un pays? Un bref exposé sur les audits de la dette."* Cet exposé soutient les groupes de la société civile qui envisagent de lancer le processus dans leur propre pays. <https://bit.ly/HowToGetToTheBottomOfACountrysDebts>

La suspension automatique du paiement de la dette lorsque les pays sont en situation de crise

Une autre option disponible consiste à disposer d'un moyen qui permet de suspendre automatiquement le paiement de la dette dans certaines situations, comme lorsque les pays emprunteurs sont au bord d'une crise ou lorsqu'un processus de restructuration de la dette souveraine est entamé. Il est possible d'avoir recours à cette méthode en ajoutant une "clause de catastrophe" qui autorise la suspension automatique des

38 EURODAD (2021). *Comment aller au bout des dettes d'un pays? Un bref exposé sur les audits de la dette.* https://www.eurodad.org/how_to_get_to_the_bottom_of_a_countrys_debts

39 FMI (2021). *Argentine: Évaluation ex post de l'accès exceptionnel au titre de l'accord de confirmation de 2018 - Communiqué de presse et rapport des services du FMI.* <https://bit.ly/ArgentinaExPostEvaluation>



paiements dans tous les contrats de prêt. Ceci est également connu sous le nom d'instruments de dette conditionnelle de l'État (ou d'instrument de dette d'État conditionnelle extensible).⁴⁰

Les pays à revenu faible ou intermédiaire sont exposés à plusieurs vulnérabilités (par exemple, la crise alimentaire et climatique actuelle). Ainsi, les critères qui permettent d'identifier le moment où une suspension doit être déclenchée doivent être compréhensifs. Ils ne doivent pas uniquement prendre en compte des ratios de viabilité de la dette et le niveau de revenu du pays, mais des vulnérabilités économiques, sociales et climatiques aussi.

Le soutien de la mobilisation des ressources intérieures et la fourniture de liquidités additionnelles aux pays à revenu faible et intermédiaire pour permettre l'application de politiques économiques expansionnistes

Il est également possible d'avoir recours au renforcement de la capacité des gouvernements à mobiliser les ressources nationales grâce à des systèmes de taxation progressifs et l'élimination des abus fiscaux. Les politiques de dette et de justice fiscale doivent être appliquées en même temps, sinon l'augmentation des recettes fiscales sera utilisée pour rembourser les dettes; un processus intégré de traitement de la dette fournira un certain degré de liquidité mais ne constituera pas une solution à long terme si les pays se voient obliger d'augmenter leur dette de nouveau.

De même, un financement abordable et à long terme est également essentiel. Les banques multilatérales de développement jouent un rôle important à cet égard. Certains demandent qu'elles augmentent leur capacité de prêt. À court terme, cette procédure pourrait inclure la mise en œuvre de mécanismes permettant d'émettre et de réacheminer les droits de tirage spéciaux (DTS). Actuellement, les DTS sont alloués proportionnellement aux quotes-parts des pays au FMI. Ainsi, lorsque le fonds a émis des DTS équivalant à 650 milliards de dollars en 2021, la majorité a été allouée aux pays riches du Nord. Les pays africains, qui abritent 1,4 milliard d'habitants et plus de 60 % des personnes vivant en extrême pauvreté, n'en ont reçu que 5,2 %, par exemple.⁴¹

40 FMI (2017). *Instruments de dette conditionnels à l'État pour les souverains.* <https://www.imf.org/en/About/Key-Issues/state-contingent-debt-instruments>

41 Secrétaire général de l'ONU (2023). *Notre programme commun Note d'orientation 6 : Réformes de l'architecture financière internationale.* <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/our-common-agenda-policy-brief-international-finance-architecture-en.pdf>

Alors que le G7 et le G20 ont appelé tous deux à une réorientation volontaire de 100 milliards de dollars de DTS inutilisés, seules une fraction de ce montant a réellement été réacheminée.

RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES EMPRUNTS ET DES PRÊTS

Transparence et divulgation publique des informations sur la dette extérieure

Lorsque les informations sur la dette deviennent plus transparentes, grâce à des bases de données accessibles au public provenant de fournisseurs de données fiables, elles seront capables de promouvoir une bonne gouvernance. Cela est avantageux pour toutes les parties prenantes:

- Les citoyens peuvent contrôler les décisions d'emprunt et de prêt prises par leurs gouvernements;
- Les créanciers ont une vision plus claire du fardeau de la dette de l'emprunteur, ce qui diminue leur risque et se traduira par des conditions plus favorables pour l'emprunteur;
- Les institutions financières internationales peuvent effectuer une évaluation meilleure des tendances des marchés financiers internationaux.

Les processus de souscription et de restructuration de la dette doivent également être transparents, participatifs et responsables. **Il est donc important de réformer les cadres réglementaires nationaux qui régissent la manière dont la dette est contractée et restructurée.** Certaines caractéristiques clés comprennent: un engagement juridique à contracter des dettes uniquement pour le bénéfice de la population du pays; l'approbation législative ou la surveillance des décisions liées à la dette; divulgation publique des informations sur la dette.

En général, les États emprunteurs assument la responsabilité principale de renforcer la transparence des informations sur la dette. Mais **les créanciers publics et privés doivent également faire preuve de transparence dans leurs processus de diligence raisonnable et d'évaluation des risques.** L'Institut international de la finance internationale (IIF) a élaboré un ensemble de Principes volontaires pour la transparence de la dette.⁴² En janvier 2021, l'OCDE, avec le soutien du G20, a lancé l'Initiative de l'OCDE pour la transparence de la dette afin de mettre en œuvre les recommandations de l'IIF.⁴³ L'OCDE a ainsi créé dans le cadre de cette initiative, un référentiel de données pour les informations sur la dette. Depuis son lancement en 2021, seules deux banques ont divulgué les détails de six prêts seulement, avec environ 30 milliards de dollars de prêts bancaires qui restent toujours cachés.⁴⁴ Il est donc essentiel de rendre la transparence une exigence légale. Étant donné que la majorité des prêts sont contractés sous le droit anglais ou new-yorkais,⁴⁵ une modification législative dans ces juridictions pourrait avoir un impact majeur.

Une meilleure analyse de la viabilité de la dette

Comme nous l'avons déjà présentée dans la deuxième section, la méthodologie utilisée par le FMI pour calculer la viabilité de la dette d'un pays est assez limitée, vu qu'elle ne prend pas suffisamment en compte les besoins d'un pays en matière de développement et de financement climatique. En conséquence, les risques de surendettement sont sous-estimés. Plusieurs institutions, dont la CNUCED, préconisent et développent depuis longtemps des méthodologies alternatives pour analyser la viabilité de la dette. Pour identifier plus rapidement les besoins d'un pays liés à l'annulation et la restructuration de la dette, il faut que ces méthodologies adoptent des critères complets et des projections réalistes du surendettement.

42 OCDE (2022). *Initiative de l'OCDE pour la transparence de la dette : tendances, défis et progrès*. https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/oecd-debt-transparency-initiative_66b1469d-en

43 Idem.

44 Debt Justice (2023). *Les banques enseignent leurs propres règles pour cacher plus de 30 milliards de dollars de prêts aux pays à faible revenu*. <https://bit.ly/BanksBreakOwnRules>

45 FMI (2019). *Quatrième rapport d'étape sur l'inclusion de dispositions contractuelles renforcées dans les contrats internationaux d'obligations souveraines*. <https://bit.ly/FourthProgressReport> (Seuls 1,5 % des contrats de prêt avec des créanciers privés sont émis sous une autre juridiction.)

RÉFORMES SYSTÉMIQUES DES RÈGLES ET DES INSTITUTIONS RÉGISSANT LA DETTE

Réformer l'architecture du règlement de la dette

Les activistes de la justice de la dette revendiquent principalement la création d'un mécanisme indépendant de restructuration de la dette, sous les auspices des Nations Unies. Ce dernier garantirait un accès égal à des informations complètes et à un soutien technique indépendant à l'équipe de pays chargée du processus de renégociation. Cette proposition a été évoquée depuis longtemps, mais elle regagne de l'ampleur actuellement. Par exemple, elle a été présentée comme proposition clé dans une note d'orientation publiée par le secrétaire général des Nations Unies en juin 2023.⁴⁶



Photo: *Nathaniel Shuman*

Le cas de la restructuration de la dette argentine en 2020 illustre l'importance d'un tel mécanisme indépendant. En 2020, l'Argentine a contacté le FMI pour lancer une évaluation de la viabilité de la dette, qui constitue souvent la base des négociations sur la restructuration de la dette et qui ancre les attentes des créanciers. Le FMI a initialement rejeté la demande d'évaluation de l'Argentine, période pendant laquelle le pays a été traqué par les créanciers des États-Unis.

Assurer la participation obligatoire de tous les créanciers à la restructuration de la dette

Pour assurer son efficacité, tout processus de restructuration de la dette nécessite la participation de tous les créanciers: multilatéraux, bilatéraux et privés. Les conditions de restructuration proposées doivent recevoir l'approbation de tous, puisque cela garantit que le fardeau de la restructuration de la dette est partagé entre tous les créanciers. Autrement, nous avons face à des situations où certains créanciers "résistent" et refusent de participer dans l'espoir de bénéficier de la restructuration sans accepter leur juste part du fardeau.

La participation des créanciers peut être exigée par des dispositions contractuelles ou des législations. Comme indiqué ci-dessus, **étant donné que pratiquement tous les contrats avec les créanciers privés sont régis par le droit de New York ou le droit anglais, des modifications législatives dans une de ces juridictions auraient des implications considérables.** Au moment de la rédaction de cet article, l'Assemblée législative de l'État de New York est actuellement en cours d'examiner une proposition législative à ce sujet.

Réformes de la gouvernance du FMI

La structure de gouvernance du FMI limite les progrès en matière de réformes du système mondial de la dette. Un nombre relativement restreint des pays du Nord détiennent la majorité des droits de vote, et leur influence démesurée peut être remarquée durant les interventions du FMI entre pays créanciers et pays débiteurs. Les activistes de la justice de la dette ont plaidé en faveur de nouvelles réformes de la gouvernance du Fonds (y compris ses formules de quotes-parts, ses droits de vote et sa représentation au conseil d'administration).

EN PRATIQUE

Faites le point sur l'analyse effectuée jusqu'à présent. Comment ces informations influencent l'identification du travail à faire, par qui et quand pour résoudre le problème de la dette de votre pays? Sur cette base, définissez un ensemble de buts et d'objectifs de plaidoyer (qui doivent être SMART: spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et définis dans le temps).

Engager les cibles principales du plaidoyer

Une fois que vous aurez déterminé vos revendications à inclure dans votre plaidoyer, vous aurez une idée plus précise des personnes à impliquer pour réaliser un changement véritable. Les cibles spécifiques et les moyens de les impliquer varient en fonction du contexte. Un aperçu complet du plaidoyer pour la justice de la dette dépasse la portée de ce guide. Mais certains objectifs communs de l'activisme pour la justice de la dette, ainsi que quelques conseils clés sur la possibilité d'utiliser vos recherches de différentes manières pour les impliquer, seront décrits par la suite.

⁴⁶ Secrétaire général de l'ONU (2023). *Notre programme commun Note d'orientation 6: Réformes de l'architecture financière internationale.* <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/our-common-agenda-policy-brief-international-finance-architecture-en.pdf>

CIBLES CLÉS DU PLAIDOYER

Il est nécessaire de se rappeler que le pouvoir n'est pas réparti équitablement dans le système mondial de la dette. Certains acteurs ont une influence plus importante que d'autres sur certaines actions. Par exemple, le pouvoir des créanciers sur le développement des mécanismes de restructuration de la dette est généralement beaucoup plus grand que celui des débiteurs. Donc, il faut comprendre les dynamiques de pouvoir en jeu et d'adapter votre stratégie de plaidoyer en fonction de cela. Les objectifs communs de l'activisme pour la justice de la dette sont décrits dans le tableau ci-dessous.

	National	International
Politique	<p>Suggérer des recommandations politiques et des propositions législatives.</p> <p>Participer aux enquêtes menées par les commissions parlementaires.</p> <p>Exercer des pressions sur les partis politiques ou les politiciens individuels pour qu'ils prennent position sur la politique fiscale, la viabilité de la dette et les priorités budgétaires.</p>	<p>Plaidoyer auprès des institutions financières internationales en faveur de réformes des pratiques de prêt, des procédures de restructuration de la dette et des politiques de conditionnalité.</p> <p>Se mobiliser en faveur de réformer la législation dans d'autres juridictions telles que New York, le Royaume-Uni, la Belgique et la France (par exemple, pour réprimer les actions des fonds vautours).</p>
Juridique et quasi-juridique	<p>Plaider des questions liées à la dette, par ex. poursuivre le gouvernement en justice pour contester les mesures d'austérité telles que les réductions budgétaires.</p> <p>Soumettre des mémoires d'amicus curiae dans les affaires impliquant des litiges entre créanciers et débiteurs.</p> <p>Soumettre des pétitions aux commissions nationales des droits humains.</p>	<p>Suivi et établissement de rapport sur les procédures judiciaires dans les cas impliquant des litiges entre créanciers et débiteurs.</p> <p>Soumettre des plaintes individuelles ou d'autres informations aux organismes de droits humains mandatés pour surveiller le respect des obligations en matière de droits humains par les gouvernements.</p>
Social	<p>Mobilisation publique</p> <p>Campagnes médiatiques</p> <p>Initiatives de contrôle par les citoyens (par exemple, audits de la dette)</p>	<p>Campagnes visant à renforcer la solidarité, à encourager l'action collective et à mobiliser la pression publique en faveur de la justice de la dette, y compris celles menées par les organisations régionales de gestion de la dette: APMDD, Afrodad, Latindad et Eurodad.</p> <p>Dénoncer les pratiques de prêt irresponsables.</p>

EN PRATIQUE

Une fois que vous aurez identifié vos buts et objectifs, vous aurez une idée plus précise des institutions, des individus et des intérêts que vous devez engager pour les atteindre. Une cartographie de pouvoir pourrait vous aider à mieux délimiter vos groupes visés en vous montrant les alliés, les adversaires et les cibles. Pour parvenir à cela, vous pouvez identifier les parties prenantes pertinentes et les répartir selon deux axes: le pouvoir dont elles disposent pour réaliser le changement et l'envergure de leur accord ou désaccord avec votre appel à l'action.

Vous pouvez avoir accès à plus d'informations sur cet outil à travers ce petit guide élaboré par Beautiful Trouble: <https://commonslibrary.org/power-mapping-to-design-a-winning-campaign-strategy/>

LA COMMUNICATION AUPRÈS DES PUBLICS DIFFÉRENTS

Comme vous pouvez le constater, il existe de nombreux canaux différents de sensibilisation; plaider en faveur de la viabilité de la dette; faire pression en faveur de la transparence et de la responsabilité; et exiger la prise en compte des facteurs sociaux et environnementaux dans les processus de restructuration de la dette. Les canaux que vous privilégiez ainsi que vos buts différents, qu'ils soient d'informer, d'éduquer ou de persuader, auront un impact sur les groupes visés avec lesquels vous communiquez. Cela affecte à son tour la manière dont vous traduisez les résultats de votre recherche en messages adaptés et diffusés spécifiquement pour votre public. Une campagne sur les réseaux sociaux diffère considérablement d'une soumission parlementaire, par exemple.

Pour une communication efficace avec des publics différents, il faut connaître ce public auquel vous vous adressez. Ce dernier en effet inclut des parties prenantes que vous avez identifiées et qui sont touchées par le problème, sont motivées à agir, et peuvent influencer le changement. L'analyse est également importante dans ce cas: quelle action souhaitez-vous qu'ils entreprennent; que connaissent-ils déjà ou pas encore, et les informations dont ils ont besoin pour prendre cette mesure; comment ces informations peuvent être présentées de la manière la plus convaincante possible.

Vous avez probablement beaucoup d'informations que vous souhaitez partager avec votre public, notamment des données quantitatives sur la dette de votre pays. La présentation visuelle de ce type d'informations permet à votre public d'identifier rapidement les modèles, les tendances et les valeurs aberrantes dans les données. Cela permet de mettre en évidence des informations qui resteraient autrement cachées. Pour cette raison, la présentation visuelle constitue un outil précieux qui incite votre public à réfléchir à un problème en dehors des sentiers battus. Néanmoins, l'utilisation des données pour créer un récit de plaidoyer doit être minutieusement équilibrée. Donc vous devez effectuer le suivant:

- **Travaillez en fonction des données:** penchez-vous sur ce que les données indiquent ou pas. Déterminez si les données doivent être simplifiées, contextualisées ou complétées par d'autres pour faire valoir votre point clé.
- **Concevez vos données:** comment allez-vous relier tous les points de votre rhétorique avec les détails de vos données? Comment pouvez-vous la formuler de manière succincte et convaincante sans induire en erreur ni généraliser excessivement?
- **Trouver des histoires visuelles:** quels dispositifs visuels utiliserez-vous pour présenter les informations de manière attrayante? Comment la conception visuelle aidera-t-elle à organiser et à donner du sens à l'information?

Ces questions peuvent vous aider à décider du type de visualisation de données qui sera le plus approprié et le plus efficace par rapport à vos supports de plaidoyer.

Pour en savoir plus | Nous disposons de ressources supplémentaires sur la manière de concevoir des visualisations de données claires, convaincantes et faciles à comprendre dans notre hub en ligne Decoding Injustice, où vous trouverez notre note autoguidée sur les données et la conception. <https://bit.ly/Illuminate4DataAndDesign>

CENTER for
ECONOMIC and
SOCIAL RIGHTS

www.cesr.org | info@cesr.org



Center for Economic and Social Rights



@social_rights



www.debtjustice.org.uk

@debtjustice 

@debtjustice 